

| |
|---|
| RF PREFECTURE ALBI (TARN) |
| Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 02/12/2022 081-218100741-20221201-DEL_2022_030-DE |

République française

DEPARTEMENT DU TARN
COMMUNE DE CUNAC

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du jeudi 01 décembre 2022

Date de la convocation: 25/11/2022

**Membres en
exercice : 19**

**Présents :
16**

**Votants:
19**

L'an deux mille vingt-deux et le premier décembre à 20h00, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la Mairie, dans la Salle du Conseil municipal, sous la présidence de Marc VENZAL, Maire.

Présents : Marc VENZAL, Marie-Edith NESPOULOUS, Claude PAGES, Isabelle REDON, Laurent SEGOND, Josiane GINESTET, Jean-Charles ROGGERO, Jean-Luc GILLET, Valérie TEULET, Pascal COMBAL, Jérôme GUIBERT, Céline CARCENAC, Amélie BLACQUIERES, Dominique BARBUTO, Sophie FRERE, Delphine DESHAIES-GALINIE

Représentés: Jérôme ASSIE, Eléonore CARRIERE, Martyn LAFON

Excusés:

Absents:

Secrétaire de séance : Sophie FRERE

Secrétaire de mairie : Sylvie PALAFFRE

**Objet: Décision modificative n°1 du Budget Primitif 2022 de la
Commune - DEL_2022_030**

Il est exposé au Conseil municipal qu'il est nécessaire de compléter certains crédits figurant au budget.

Il convient d'ajuster les dépenses de personnel afin de prendre en compte l'augmentation du point d'indice et du SMIC (+ 10 000 €) ainsi que le recours à des emplois aidés supplémentaires (+ 20 000 €).

Le besoin de crédits supplémentaires pour la hausse du coût des charges de personnel, sera financé par la diminution du montant du virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement (- 30 000€).

Cette diminution du virement de crédits à la section d'investissement viendra réduire le montant du suréquilibre constaté en section d'investissement lors du vote du budget primitif 2022 (+ 129 803,28 €).

Après adoption de cette décision modificative, qui ne sera pas votée en équilibre, l'excédent d'investissement sera ramené à 99 803,28 €.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L1612-6 du code général des collectivités territoriales,

Vu la nomenclature M14,

Vu la délibération n° DEL_2022_012 du conseil municipal du 11 avril 2022 adoptant le BP 2022 du budget communal ;

APRES AVOIR DELIBERE à l'unanimité des membres présents et représentés :

ADOpte la décision modificative n°1 du budget primitif communal telle que présentée ci-dessous :

| Gestionnaire | Fonction | Nature | Chapitre | Service | Antenne | Libellé | Dépenses | Recettes |
|-------------------------------------|----------|--------|----------|---------|------------|--|---------------|--------------|
| ADMICUNAC | 01 | 023 | 023 | ADMI | MAIRIE | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT | - 30 000,00 € | |
| ADMICUNAC | 020 | 64111 | 012 | PERS | ADMINISTRA | REMUNERATION PRINCIPALE | 5 000,00 € | |
| ADMICUNAC | 255 | 64168 | 012 | PERS | ALAE | AUTRES EMPLOIS D'INSERTION | 20 000,00 € | |
| ADMICUNAC | 020 | 6451 | 012 | PERS | ADMINISTRA | COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F. | 5 000,00 € | |
| TOTAL SECTION FONCTIONNEMENT | | | | | | | - € | - € |
| ADMICUNAC | 01 | 021 | 021 | ADMI | MAIRIE | VIREMENT DE LA SECTION FONCTIONNEMENT | | -30 000,00 € |
| TOTAL SECTION INVESTISSEMENT | | | | | | | - € | -30 000,00 € |

Fait et délibéré les jour, mois, an, susdits et ont signé les membres présents.
Pour copie conforme.

Le Maire,
Marc VENZAL



La Secrétaire de séance,
Sophie FRÈRE

Certifié exécutoire,
Reçu en Préfecture le 02/12/22
Publié ou notifié le 06/12/22

| |
|---|
| RF PREFECTURE ALBI (TARN) |
| Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 02/12/2022 081-218100741-20221201-DEL_2022_031-DE |

République française

DEPARTEMENT DU TARN
COMMUNE DE CUNAC

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du jeudi 01 décembre 2022

Date de la convocation: 25/11/2022

**Membres en
exercice : 19**

**Présents :
16**

**Votants:
19**

L'an deux mille vingt-deux et le premier décembre à 20h00, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la Mairie, dans la Salle du Conseil municipal, sous la présidence de Marc VENZAL, Maire.

Présents : Marc VENZAL, Marie-Edith NESPOULOUS, Claude PAGES, Isabelle REDON, Laurent SEGOND, Josiane GINESTET, Jean-Charles ROGGERO, Jean-Luc GILLET, Valérie TEULET, Pascal COMBAL, Jérôme GUIBERT, Céline CARCENAC, Amélie BLACQUIERES, Dominique BARBUTO, Sophie FRERE, Delphine DESHAIES-GALINIE

Représentés: Jérôme ASSIE, Eléonore CARRIERE, Martyn LAFON

Excusés:

Absents:

Secrétaire de séance : Sophie FRERE

Secrétaire de mairie : Sylvie PALAFFRE

Objet: Autorisation du Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement de l'exercice 2023 - DEL_2022_031

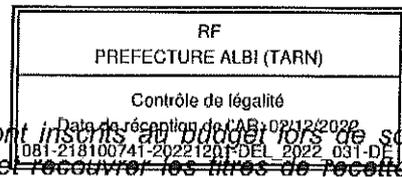
L'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales modifié par la loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 prévoit que: « *Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.*

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.



Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

Le vote des budgets primitifs 2023 devraient intervenir fin mars, début avril 2023. Aussi, il est proposé à l'assemblée délibérante d'autoriser le maire dès le 1^{er} janvier 2023 et jusqu'au vote du prochain budget, à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget 2022, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Le montant des dépenses d'investissement inscrit au budget 2022 de la commune hors chapitre 16

« remboursement d'emprunt » est de : 456 994 euros.

Conformément aux textes applicables, il est proposé au conseil municipal de faire application de cet article selon le tableau suivant :

| Chapitre/ Opération | Libellé | Crédits ouverts 2022 (BP+DM) | Autorisations de crédits 2023 jusqu'au vote du BP 2023 (25%) |
|------------------------|----------------------------------|------------------------------------|---|
| 20 | Immobilisations incorporelles | 180,00 € | 45,00 € |
| 21 | Immobilisations corporelles | 376 814,00 € | 94 203,50 € |
| 23 | Immobilisations en cours | 80 000,00 € | 20 000,00 € |
| TOTAL | | 456 994,00 € | 114 248,50 € |

LE CONSEIL MUNICIPAL,

- Vu l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales,
- Considérant que l'adoption des budgets primitifs est programmée fin mars, début avril 2023,
- Considérant la nécessité pour l'exécutif de pouvoir engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dès le 1^{er} janvier 2023,

APRES AVOIR DELIBERE à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **AUTORISE** le maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget 2022, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette, et ceci dès le 1^{er} janvier 2023 et jusqu'au vote du prochain budget.
- **DIT** que le montant et l'affectation des crédits correspondants est la suivante :

| Chapitre/ Opération | Libellé | Crédits ouverts 2022 (BP+DM) | Autorisations de crédits 2023 jusqu'au vote du BP 2023 (25%) |
|------------------------|----------------------------------|------------------------------------|---|
| 20 | Immobilisations incorporelles | 180,00 € | 45,00 € |
| 21 | Immobilisations corporelles | 376 814,00 € | 94 203,50 € |
| 23 | Immobilisations en cours | 80 000,00 € | 20 000,00 € |
| TOTAL | | 456 994,00 € | 114 248,50 € |

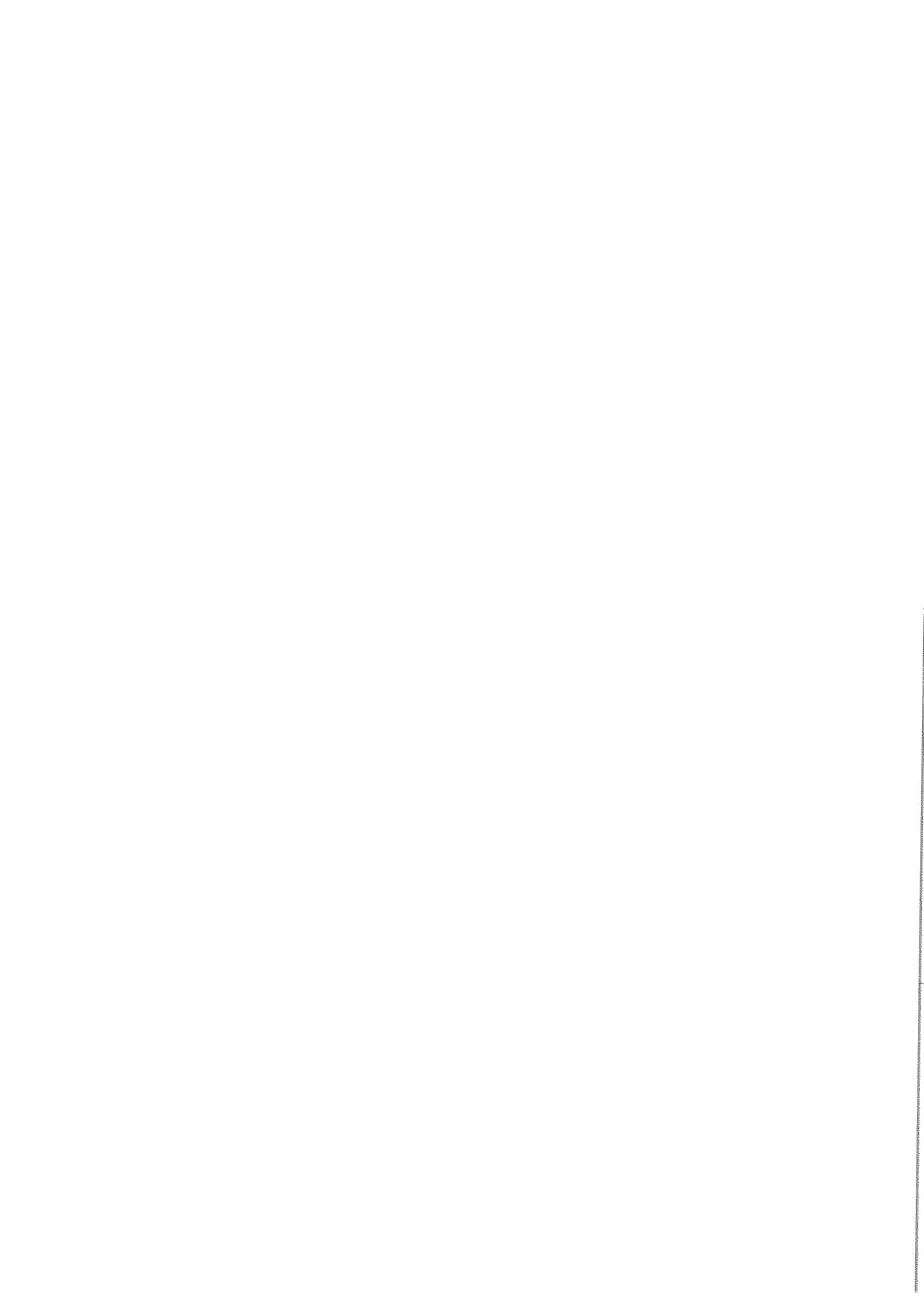
Fait et délibéré les jour, mois, an, susdits et ont signés membres présents.
Pour copie conforme.

Le Maire,
Marc VENZAL



La secrétaire de Mairie,
Sophie FRÈRE

Certifié exécutoire,
Reçu en Préfecture le 02/12/22
Publié ou notifié le 06/12/22





République française

DEPARTEMENT DU TARN
COMMUNE DE CUNAC

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du jeudi 01 décembre 2022

Date de la convocation: 25/11/2022

**Membres en
exercice : 19**

L'an deux mille vingt-deux et le premier décembre à 20h00, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la Mairie, dans la Salle du Conseil municipal, sous la présidence de Marc VENZAL, Maire.

**Présents :
16**

Présents : Marc VENZAL, Marie-Edith NESPOULOUS, Claude PAGES, Isabelle REDON, Laurent SEGOND, Josiane GINESTET, Jean-Charles ROGGERO, Jean-Luc GILLET, Valérie TEULET, Pascal COMBAL, Jérôme GUIBERT, Céline CARCENAC, Amélie BLACQUIERES, Dominique BARBUTO, Sophie FRERE, Delphine DESHAIES-GALINIE

**Votants:
19**

Représentés: Jérôme ASSIE, Eléonore CARRIERE, Martyn LAFON

Excusés:

Absents:

Secrétaire de séance : Sophie FRERE

Secrétaire de mairie : Sylvie PALAFFRE

**Objet: Partage de la Taxe d'Aménagement au 1er janvier 2022 -
DEL_2022_032**

La taxe d'aménagement est applicable à toutes les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement de bâtiments ou d'installations, nécessitant une autorisation d'urbanisme. Elle permet de financer des équipements publics (réseaux, voiries) dont vont bénéficier les futures constructions. Elle a été créée au 1er mars 2012 en remplacement de la taxe locale d'équipement.

L'institution de la taxe d'aménagement est liée à la compétence urbanisme et droit des sols. Elle est instituée de plein droit dans les communes dotées d'un plan local d'urbanisme ou d'un plan local d'occupation des sols.

Cette taxe est perçue par la commune depuis 2012. Son produit s'élève à 33 976,14 € en 2021.

L'article 109 de la loi de finances initiale pour 2022 rend obligatoire le reversement de la taxe d'aménagement entre communes percevant la taxe et l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) dont elles sont membres, compte tenu de la charge des équipements publics relevant de leurs compétences respectives.

Le conseil communautaire, qui s'est réuni le 27 septembre dernier, a retenu une répartition en fonction de la proportion des investissements communaux et intercommunaux constatés sur la période 2014 – 2020 : 60% pour les communes et 40% pour la communauté d'agglomération de l'Albigeois.

La nouvelle règle de partage de la taxe d'aménagement est d'application immédiate, pour l'ensemble des recettes perçues par les communes à partir du 1er janvier 2022. Elle crée une dépense d'investissement pour les communes (reversement de la taxe au compte 10226) et une recette d'investissement nouvelle pour l'intercommunalité (également au compte 10226).

Les reversements de taxe d'aménagement interviendront avec un an de décalage, donc pour la première fois en 2023 sur la base des recettes encaissées par les communes en 2022.

Pour ne pas pénaliser les communes membres de la communauté d'agglomération de l'Albigeois, un mécanisme de compensation sera mis en place.

Celui-ci prendra la forme d'une attribution de compensation d'investissement qui sera une dépense d'investissement pour la communauté d'agglomération de l'Albigeois (chapitre 204 – subventions d'équipement versées) et une recette d'investissement pour les communes (chapitre 13 – subventions d'investissement reçues). Cette attribution de compensation sera calculée en fonction du niveau de recette constaté dans chaque commune sur une période suffisamment longue pour tenir compte de la volatilité de cet impôt. La période de calcul sera celle des quatre dernières années, soit 2018 – 2021.

Le montant total des attributions de compensation d'investissement versées par la communauté d'agglomération de l'Albigeois s'élèvera à 585 462 € par an. Cette attribution de compensation d'investissement sera versée à partir de 2023.

Calcul de l'attribution de compensation d'investissement

| | Moyenne Taxe d'Aménagement 2018 - 2021 (1) | Attribution de Compensation d'Investissement = (1) x 40% |
|---------------------|--|--|
| ALBI | 694 134 | 277 653 |
| ARTHES | 48 299 | 19 319 |
| CAMBON | 51 039 | 20 416 |
| CARLUS | 10 356 | 4 142 |
| CASTELNAU-DE-LEVIS | 46 909 | 18 763 |
| CUNAC | 42 688 | 17 075 |
| DENAT | 18 679 | 7 472 |
| FREJAIROLLES | 44 148 | 17 659 |
| LESCURE-D'ALBIGEOIS | 128 529 | 51 412 |
| MARSSAC-SUR-TARN | 56 206 | 22 482 |
| PUYGOUZON | 114 114 | 45 646 |
| ROUFFIAC | 14 251 | 5 700 |
| SAINT-JUERY | 44 535 | 17 814 |
| SALIES | 12 022 | 4 809 |
| SEQUESTRE (LE) | 106 546 | 42 619 |
| TERSSAC | 31 203 | 12 481 |
| Ensemble | 1 463 655 | 585 462 |

La taxe d'aménagement étant une recette très volatile, une clause de revoyure sera mise en place au bout de trois ans (2025 pour la première fois). L'idée de cette clause de revoyure est

de ne pas priver les communes de recettes d'investissement en cas de projet d'aménagement d'envergure sur leur territoire et d'être cohérent avec le pacte financier et fiscal de solidarité qui prévoit un soutien massif à l'investissement des communes.

Pour chaque commune, deux cas de figure seront distingués :

- Les recettes encaissées par la communauté d'agglomération de l'Albigeois sont inférieures à l'attribution de compensation perçue par la commune. Dans cette hypothèse la communauté d'agglomération garantira à la commune un niveau de recette équivalent à l'attribution de compensation initialement évaluée.
- Les recettes encaissées par la communauté d'agglomération de l'Albigeois sont supérieures à l'attribution de compensation perçue par la commune. Alors la communauté d'agglomération reversera la différence à la commune par le biais d'une majoration exceptionnelle de son attribution de compensation d'investissement.

Les règles de neutralisation financière du partage de la taxe d'aménagement décrites ci-dessus ont été introduites dans le pacte financier et fiscal de solidarité de la communauté d'agglomération de l'Albigeois par avenant lors du conseil communautaire du 27 septembre dernier.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la circulaire du 18 juin 2013 relative à la réforme de la fiscalité de l'aménagement,

VU l'article 109 de la loi de finances initiale pour 2022,

VU la délibération de la communauté d'agglomération de l'Albigeois en date du 27 septembre 2022 fixant les règles de partage de la taxe d'aménagement,

ADOpte le principe de reversement de 40 % de la part communale de taxe d'aménagement à la communauté d'agglomération de l'Albigeois.

DÉCIDE que ce reversement sera calculé à partir des impositions encaissées par la commune à compter du 1^{er} janvier 2022.

AUTORISE Monsieur le maire à signer la convention de reversement jointe en annexe à la présente délibération.

Fait et délibéré les jour, mois, an, susdits et ont signé les membres présents.
Pour copie conforme.

Le Maire,
Marc VENZAL



La secrétaire de séance,
Sophie FRÈRE

Certifié exécutoire,
Reçu en Préfecture le 02/12/22
Publié ou notifié le 06/12/22

RF
PREFECTURE ALBI (TARN)

Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 02/12/2022
081-218100741-20221201-DEL_2022_032-DE

| |
|---|
| CONVENTION DE REVERSEMENT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT |
|---|

Entre ,

La communauté d'agglomération de l'Albigeois représentée par Madame Stéphanie Guiraud-Chaumeil, présidente, agissant en vertu d'une délibération du conseil communautaire du 27 septembre 2022 et autorisé à signer la présente convention,

d'une part,

Et

La commune de Cunac représentée par Monsieur Marc VENZAL, maire, autorisé à signer la présente convention selon les dispositions de la délibération du conseil municipal du 1^{er} décembre 2022,

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit:

Préambule

La commune, membre de la communauté d'agglomération de l'Albigeois, perçoit le produit de la taxe d'aménagement applicable à toutes les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement de bâtiment ou d'installations, nécessitant une autorisation d'urbanisme.

Jusqu'alors facultatif, le partage de la taxe d'aménagement au sein du bloc communal devient obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2022.

L'article 109 de la Loi de Finances Initiale pour 2022 indique en effet que si la taxe d'aménagement est perçue par les communes membres, un reversement de tout ou partie du produit à l'EPCI est obligatoire en fonction de la charge des équipements publics relevant de leurs compétences respectives.

Par délibération en date du 27 septembre 2022, le conseil communautaire a décidé d'instaurer le reversement de 40% des taxes d'aménagement perçues par les communes.

Par délibération concordante du conseil municipal en date du 1^{er} décembre 2022, la commune a instauré le reversement à la communauté d'agglomération de l'Albigeois de 40% du produit de la taxe d'aménagement.

1. Objet de la convention

| |
|---|
| RF PREFECTURE ALBI (TARN) |
| Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 02/12/2022 081-218100741-20221201-DEL_2022_032-DE |

L'objet de la présente convention est de fixer les modalités de reversement de la taxe d'aménagement en vertu des délibérations concordantes prises par les deux parties.

2. Champ d'application de la convention

Le champ d'application de la présente convention porte sur toutes les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement de bâtiment ou d'installations, nécessitant une autorisation d'urbanisme.

3. Taux de taxe d'aménagement reversé

La commune s'engage à reverser à la communauté d'agglomération 40% de son produit annuel de taxe d'aménagement.

4. Modalités de reversement de la taxe d'aménagement

Le reversement à la communauté d'agglomération du produit de la taxe d'aménagement perçu par la commune est annuel.

L'année N+1, la commune reversera à la communauté d'agglomération 40% du produit de la taxe d'aménagement perçu l'année N.

Le reversement devra intervenir avant le 30 juin de l'année N+1.

Les reversements seront imputés en section d'investissement à l'article 10226 en dépenses (commune) et en recettes (communauté d'agglomération).

5. Durée et modification de la convention

La présente convention entre en vigueur au 1er janvier 2022. Elle s'applique sans limitation de durée.

La présente convention pourra être modifiée par avenant accepté par les parties.

6. Litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L. 211-4 du Code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction compétente.

Saint-Juéry le

Pour la communauté d'agglomération
de l'Albigeois,

La présidente

Stéphanie GUIRAUD-CHAUMEIL

Pour la commune de Cunac,

Le Maire,

Marc VENZAL



RF
PREFECTURE ALBI (TARN)

Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 02/12/2022
081-218100741-20221201-DEL_2022_032-DE

| |
|---|
| RF PREFECTURE ALBI (TARN) |
| Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 02/12/2022 081-218100741-20221201-DEL_2022_033-DE |

République française

DEPARTEMENT DU TARN
COMMUNE DE CUNAC

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du jeudi 01 décembre 2022

Date de la convocation: 25/11/2022

**Membres en
exercice : 19**

L'an deux mille vingt-deux et le premier décembre à 20h00, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la Mairie, dans la Salle du Conseil municipal, sous la présidence de Marc VENZAL, Maire.

**Présents :
16**

Présents : Marc VENZAL, Marie-Edith NESPOULOUS, Claude PAGES, Isabelle REDON, Laurent SEGOND, Josiane GINESTET, Jean-Charles ROGGERO, Jean-Luc GILLET, Valérie TEULET, Pascal COMBAL, Jérôme GUIBERT, Céline CARCENAC, Amélie BLACQUIERES, Dominique BARBUTO, Sophie FRERE, Delphine DESHAIES-GALINIE

**Votants:
19**

Représentés: Jérôme ASSIE, Eléonore CARRIERE, Martyn LAFON

Excusés:

Absents:

Secrétaire de séance : Sophie FRERE

Secrétaire de mairie : Sylvie PALAFFRE

Objet: Rapport 2022 de la CLECT et Attribution de Compensation définitive 2022 - DEL_2022_033

La commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) a pour mission de procéder à l'évaluation des charges transférées par les communes à un groupement ayant pour cadre fiscal la fiscalité professionnelle unique (FPU).

La CLECT s'est réunie le 17 novembre 2022. Les points à l'ordre du jour étaient les suivants :

- Modification du périmètre des services communs ;
- Service commun administration du droit des sols : clause de revoyure période 2019 – 2021
- Partage de la taxe d'aménagement : création d'une attribution de compensation d'investissement.

L'article 1609 nonies C du code général des impôts fixe les conditions de révision des attributions de compensation : « *Le montant des attributions de compensation et les conditions de leur révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils*

| |
|---|
| RF PREFECTURE ALBI (TARN) |
| Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 02/12/2022 081-218100741-20221201-DEL_2022_033-DE |

municipaux des communes membres intéressées, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges ».

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code général des impôts et notamment son article 1609 nonies C,

VU le rapport de la commission locale d'évaluation des charges transférées réunie en date du 17 novembre 2022,

ENTENDU le présent exposé,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ à l'unanimité des membres présents et représentés :

APPROUVE le rapport 2022 de la commission locale d'évaluation des charges transférées présenté en annexe,

APPROUVE le montant d'attribution de compensation définitive 2022 de la ville de Cunac en fonctionnement tel que détaillé ci-dessous :

| AC fonctionnement | Après CLECT 2022 | |
|-------------------|----------------------|----------------------|
| Commune | 2022 (définitif) | 2023 (prévisionnel) |
| Cunac | - 42 397,21 € | - 42 397,21 € |

APPROUVE le montant de l'attribution de compensation d'investissement de la ville de Cunac à partir de 2023 tel que détaillé ci-dessous :

| AC investissement | Après CLECT 2022 |
|-------------------|--------------------|
| Commune | A partir de 2023 |
| Cunac | 17 075,00 € |

Fait et délibéré les jour, mois, an, susdits et ont signé les membres présents.
Pour copie conforme.

Le Maire,
Marc VENZAL



La secrétaire de séance,
Sophie FRÈRE

Certifié exécutoire,
Reçu en Préfecture le 02/12/22
Publié ou notifié le 06/12/22

Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT)

Rapport définitif CLECT du 17 novembre 2022



Programme d'évaluation 2022 :

- Modification du périmètre des services communs ;
- Service commun administration du droit des sols : clause de revoyure période 2019 – 2021 ;
- Partage de la taxe d'aménagement ; création d'une attribution de compensation d'investissement.

La commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) a pour mission de procéder à l'évaluation des charges transférées par des communes à un groupement ayant pour cadre fiscal la fiscalité professionnelle unique (FPU).

Les points à l'ordre du jour pour l'année 2022 sont les suivants :

- Modification du périmètre des services communs ;
- Service commun administration du droit des sols : clause de revoiture période 2019 - 2021 ;
- Partage de la taxe d'aménagement : création d'une attribution de compensation d'investissement.

I. Modification du périmètre des services communs

La communauté d'agglomération de l'Albigeois pratique dans de nombreux domaines d'activité depuis plusieurs années une organisation du travail en collaboration avec les communes membres qui le souhaitent. Plusieurs services mutualisés ont ainsi été créés avec les communes ces dernières années (droits des sols, ressources humaines, finances, informatique...).

En parallèle à cette démarche, un poste de directeur général unique (DGU) a été créé fin 2020, en dehors des compétences transférées, afin de faciliter l'articulation des services entre la ville d'Albi et la communauté d'agglomération de l'Albigeois.

Dans ce contexte, une réflexion a été menée au cours du dernier trimestre 2021 qui a débouché sur une nouvelle organisation mutualisée entre la communauté d'agglomération de l'Albigeois et la ville d'Albi.

Cette nouvelle organisation mutualisée a conduit à la création de trois nouveaux services communs (direction générale des services, protection des données et bâtiments) et à l'adhésion de la ville d'Albi à certains services communs existants (finances, informatique...).

Le présent rapport de la commission locale d'évaluation des charges transférées traite des conséquences financières liées aux transferts de personnels issus de la nouvelle organisation mutualisée (création ou adhésion à des services communs).

Les mises à disposition de services seront quant à elles prises en compte dans une nouvelle convention de mise à disposition qui sera conclue entre la ville d'Albi et la communauté d'agglomération de l'Albigeois d'ici la fin de l'année 2022.

A. Méthodologie d'évaluation hors service commun DGU

La méthodologie utilisée lors de la création des différents services communs a été reconduite.

Pour les charges de personnel, les montants de retenues sur attributions de compensation sont évalués en fonction de la masse salariale réellement transférée. En cas de transfert de postes vacants, les dépenses sont évaluées sur la base de coûts moyens par catégorie d'agent : 60 832 € pour un agent de catégorie A, 42 564 € pour un agent de catégorie B et 32 287 € pour un agent de catégorie C.

Par ailleurs, des charges générales sont intégrées à l'évaluation (30% des charges de personnel) :

- Les charges relatives aux fournitures administratives, à la maintenance informatique et téléphonique, et aux petits matériels techniques destinés à l'usage et aux missions des agents du service commun ;

- Les charges relatives aux locaux nécessaires à l'exercice des missions des agents du service commun (assurance, entretien, fluides...).

B. Résultats de l'évaluation

1. Service commun finances

Au 1^{er} janvier 2022, 10 communes étaient membres du service commun finances : Lescure d'Albigeois, Terssac, Saint-Juéry, Cunac, Castelnau de Lévis, Cambon d'Albi, Dénat, Rouffiac, Fréjairolles et Marssac sur Tarn.

La ville d'Albi est adhérente du service commun finances depuis le 1^{er} juin 2022 (délibération en conseil communautaire du 12 avril 2022). 5 postes budgétaires ont été transférés à l'agglomération au 1^{er} juin 2022, dont un poste vacant de catégorie C. Ce dernier est pourvu depuis le 1^{er} octobre dernier et recruté directement par la communauté d'agglomération.

Le montant de la retenue sur attribution de compensation de la ville d'Albi s'élève à 131 895 € en 2022 et à 250 092 € à partir de 2023.

| | |
|------------------------------------|----------|
| coût annuel d'1 ETP de catégorie C | 32 287 € |
|------------------------------------|----------|

| | Quotité d'ETP |
|--------------|---------------|
| catégorie A | 1 |
| catégorie B | 1 |
| catégorie C* | 3 |
| Total | 5 |

*dont un poste vacant au moment du transfert

| | Charges de personnel annuelles | Charges de fournitures et petit équipement | Charges d'entretien des locaux, assurance et fluides | Total charges annuelles |
|--------------|--------------------------------|--|--|-------------------------|
| Albi | 192 378 € | 19 238 € | 38 476 € | 250 092 € |
| TOTAL | 192 378 € | 19 238 € | 38 476 € | 250 092 € |

| nombre de mois d'adhésion en 2022 | |
|-----------------------------------|--------|
| agents transférés | 7 mois |
| poste vacant | 3 mois |

| | Total des charges annuelles retenues | Retenue sur AC en 2022 |
|--------------|--------------------------------------|------------------------|
| Albi | 250 092 € | 131 895 € |
| TOTAL | 250 092 € | 131 895 € |

2. Service commun protection juridique fonctionnelle des données

Le service commun protection juridique fonctionnelle des données a été créé le 1^{er} juillet 2022 (délibération en conseil communautaire du 28 juin 2022). Deux collectivités sont membres de ce service commun : la communauté d'agglomération de l'Albigeois et la ville d'Albi. Ce service fait partie intégrante de la direction de la Donnée qui comporte également les services de la documentation et des archives, tous deux rattachés à la ville d'Albi.

Il est composé de deux agents de l'agglomération pour un total de 1,2 ETP. Avant la mise en place de la nouvelle organisation, ces 2 agents étaient membres de la direction mutualisée des systèmes d'information. Aucun agent de la ville d'Albi n'a été transféré lors de la création du service.

Il est proposé de répartir les charges de fonctionnement de ce service commun à parts égales entre l'agglomération et la ville d'Albi (0,6 ETP chacun).

Le montant de la retenue sur attribution de compensation de la ville d'Albi s'élève à 18 087 € en 2022 et à 36 174 € à partir de 2023.

| | Quotité d'ETP |
|--------------|---------------|
| catégorie A | 0,1 |
| catégorie B | 0,5 |
| catégorie C | 0 |
| Total | 0,6 |

| | Charges de personnel annuelles | Charges de fournitures et petit équipement | Charges d'entretien des locaux, assurance et fluides | Total charges annuelles |
|--------------|--------------------------------|--|--|-------------------------|
| Albi | 27 826 € | 2 783 € | 5 565 € | 36 174 € |
| TOTAL | 27 826 € | 2 783 € | 5 565 € | 36 174 € |

| | nombre de mois d'adhésion en 2022 |
|------|-----------------------------------|
| Albi | 6 mois |

| | Total des charges annuelles retenues | Retenue sur AC en 2022 |
|--------------|--------------------------------------|------------------------|
| Albi | 36 174 € | 18 087 € |
| TOTAL | 36 174 € | 18 087 € |

3. Service commun des bâtiments et de la performance énergétique

Créé suite au conseil communautaire du 28 juin 2022, le service commun des bâtiments et de la performance énergétique ne concerne que la communauté d'agglomération de l'Albigeois et la ville d'Albi.

La plupart des agents de ce service commun étant de la ville d'Albi, et la plupart des bâtiments gérés par ce service étant propriété de la ville d'Albi, il a été décidé que ce service commun soit porté par la ville d'Albi. La communauté d'agglomération de l'Albigeois a donc transféré six postes budgétaires « bâtiments » à la ville d'Albi (2 postes de catégorie A, 3 postes de catégorie B et un poste de catégorie C), dont deux postes vacants prévus au budget primitif 2022 de l'agglomération (économe de flux et conducteur d'opération).

Les quatre agents de la communauté d'agglomération ont été transférés le 1^{er} août 2022 à la ville d'Albi. Le recrutement de l'économe de flux, intervenu le 1^{er} mai 2022, et celui du conducteur d'opération, intervenu le 1^{er} septembre 2022, ont donc été recrutés directement par la ville d'Albi.

Par ailleurs, à l'occasion des transferts de compétences réalisés depuis 2010 (voirie, éclairage public, propreté, assainissement pluvial, médiathèques, aire d'accueil des gens du voyage et eau potable), des mises à disposition partielles d'agents du service bâtiment de la ville d'Albi avaient été évaluées et retenues sur l'attribution de compensation de la ville d'Albi pour permettre à la communauté d'agglomération de rembourser chaque année à la ville ces temps de mise à disposition.

Au 31 décembre 2021, ces temps représentaient 0,77 ETP répartis entre 0,08 ETP de catégorie A, 0,11 ETP de catégorie B et 0,58 ETP de catégorie C. Du fait de la création du service commun, la communauté d'agglomération n'aura plus à payer ces mises à disposition. Il convient donc restituer à la ville d'Albi le montant d'attribution de compensation qui avait été retenu à ce titre. Pour 2022, le montant sera bien entendu proratisé puisque la date du transfert des agents est intervenue le 1^{er} août.

Au global (personnel transféré + restitution de la retenue sur AC pour les mises à disposition), le montant de la majoration d'attribution de compensation de la ville

d'Albi s'élève à 163 574 € en 2022 et à 377 560 € à partir de 2023.

| postes transférés | Quotité d'ETP |
|-------------------|---------------|
| catégorie A | 2 |
| catégorie B | 3 |
| catégorie C | 1 |
| Total | 6 |

| postes mis à disposition | Quotité d'ETP |
|--------------------------|---------------|
| catégorie A | 0,08 |
| catégorie B | 0,11 |
| catégorie C | 0,58 |
| Total | 0,77 |

| | Charges de personnel annuelles postes transférés et vacants | Charges de fournitures et petit équipement | Charges d'entretien des locaux, assurance et fluides | Personnel mis à disposition | Total charges annuelles |
|--------------|---|--|--|-----------------------------|-------------------------|
| Albi | 268 681 € | 26 868 € | 53 736 € | 28 275 € | 377 560 € |
| TOTAL | 268 681 € | 26 868 € | 53 736 € | 28 275 € | 377 560 € |

| nombre de mois d'adhésion en 2022 | |
|-----------------------------------|--------|
| agents transférés | 5 mois |
| poste vacant | 4 mois |
| misés à disposition | 5 mois |

| | Total des charges annuelles retenues | Majoration sur AC en 2022 |
|--------------|--------------------------------------|---------------------------|
| Albi | 377 560 € | 163 574 € |
| TOTAL | 377 560 € | 163 574 € |

4. Service commun direction des systèmes d'information

Au 1^{er} janvier 2022, 10 communes étaient membres du service commun direction des systèmes d'information : Cambon, Castelnau de Lévis, Cunac, Dénat, Fréjairrolles, Puygouzon, Rouffiac, Saint-Juéry, Saliès et Terssac.

Comme prévu par délibération du conseil communautaire du 28 juin 2022, la ville d'Albi a adhéré au service commun direction des systèmes d'information depuis le 1^{er} octobre 2022.

Depuis cette date, la direction du service commun informatique est assurée par l'agent occupant précédemment les fonctions de directeur des systèmes d'information de la ville d'Albi, celui de la communauté d'agglomération ayant été affecté à la direction de la donnée.

De plus, la secrétaire de l'ancienne direction des systèmes d'information de la ville d'Albi est partie à la retraite le 1^{er} novembre 2022 et ne sera pas remplacée. Les fonctions de secrétariat du service commun informatique sont maintenant assurées par l'ancienne secrétaire de la direction des systèmes d'information de la communauté d'agglomération de l'Albigeois.

Par conséquent, la mutualisation des deux directions des systèmes d'information se traduit par une réduction de 2 ETP affectés au service commun.

Il est proposé que les gains budgétaires liés à cette mutualisation (1 ETP de catégorie A et 1 ETP de catégorie C) soient équitablement répartis entre la ville d'Albi et la communauté d'agglomération de l'Albigeois (0,5 ETP de catégorie A et 0,5 ETP de catégorie C pour chaque collectivité).

Comme pour le service bâtiment, à l'occasion des transferts précédents, des mises à disposition partielles d'agents de la direction des systèmes d'information de la ville d'Albi avaient été évaluées et retenues sur l'attribution de compensation de la ville d'Albi pour permettre à la communauté d'agglomération de payer à la ville d'Albi ces mises à disposition.

Ces temps de mises à disposition représentaient 0,06 ETP de catégorie C au 31

décembre 2021. De ce fait la charge nette de personnel supporté par la ville d'Albi était diminuée de cette quotité de temps mise à disposition à la communauté d'agglomération. Il convient donc de diminuer d'autant l'évaluation des charges de personnel transférées.

Enfin, les agents transférés par la ville d'Albi continuent à être hébergés dans des locaux de la ville d'Albi (site de Charcot) jusqu'à l'emménagement du service commun direction des systèmes d'information sur le site de Lebon dans le courant de l'année 2023. Il est donc proposé de ne pas retenir de charges générales pour l'année 2022 et d'évaluer ces dernières lors de la CLECT de l'exercice 2023, après l'emménagement du service commun sur le site de Lebon.

Ainsi la retenue sur attribution de compensation de la ville d'Albi s'élève 180 159 € en 2022 puis à 720 637 € à partir de 2023 (avant prise en compte des charges générales).

| | Quotité d'ETP |
|--------------|---------------|
| catégorie A | 3,5 |
| catégorie B | 9 |
| catégorie C | 1,5 |
| Apprenti | 1 |
| Total | 15 |

| postes mis à disposition | Quotité d'ETP |
|--------------------------|---------------|
| catégorie A | 0 |
| catégorie B | 0 |
| catégorie C | 0,06 |
| Total | 0,06 |

| | Charges de personnel annuelles | Personnel mis à disposition | Charges de fournitures et petit équipement | Charges d'entretien des locaux, assurance et fluides | Total charges annuelles |
|--------------|--------------------------------|-----------------------------|--|--|-------------------------|
| Albi | 722 574 € | -1 937 € | à évaluer en 2023 lors de l'entrée dans les locaux du centre technique Lebon | | 720 637 € |
| TOTAL | 722 574 € | -1 937 € | 0 € | 0 € | 720 637 € |

| | nombre de mois d'adhésion en 2022 |
|------|-----------------------------------|
| Albi | 3 mois |

| | Total des charges annuelles retenues | Retenue sur AC en 2022 |
|--------------|--------------------------------------|------------------------|
| Albi | 720 637 € | 180 159 € |
| TOTAL | 720 637 € | 180 159 € |

C. Service commun direction générale des services

Une direction générale des services unique composée d'un directeur général des services et de quatre directeurs généraux adjoints a été constituée pour piloter les nouveaux pôles issus de l'organisation mutualisée. Les quatre pôles comprennent plusieurs directions, chaque pôle intégrant des agents de la communauté d'agglomération et de la ville d'Albi. Ce service commun a été créé le 1^{er} avril 2022.

Pour rappel, les coûts relatifs au directeur général des services unique ont été évalués lors de la CLECT du 10 novembre 2021. La retenue sur attribution de compensation de la ville d'Albi s'élevait à 64 204 € en 2021 et à 92 274 € à partir de 2022. Le coût de ce poste a été partagé à parts égales entre la communauté d'agglomération de l'Albigeois et la ville d'Albi.

Rappel calcul retenue sur attribution de compensation DGS unique

| | 2021 | A partir de 2022 |
|---|---------------------|---------------------|
| + Charges de personnel | 118 024,00 € | 162 854,00 € |
| + Logement de fonction | 13 812,00 € | 21 600,00 € |
| + Téléphonie (portable : amortissement matériel + abonnement) | 71,00 € | 94,70 € |
| + Frais matériel roulant | | A évaluer |
| = Total charges communauté d'agglomération (1) | 131 907,00 € | 184 548,70 € |
| Frais matériel roulant supportés par la ville d'Albi (assurance, réparation, carburant...) (2) | 3 500,00 € | |
| Retenue sur AC ville d'Albi = 50% x (1) - 50% x (2) | 64 204,00 € | 92 274,00 € |

Pour évaluer les charges liées aux quatre directeurs généraux adjoints (DGA), trois méthodes sont envisageables :

- 1) Répartition des coûts en fonction du nombre d'agents encadré par chaque directeur général adjoint avant les transferts d'agents liés aux services communs. Dans ce cas de figure les 4 ETP seraient répartis de la manière suivante : 1,75 ETP pour la ville d'Albi (43,75%) et 2,25 ETP pour la communauté d'agglomération de l'Albigeois (56,25%).

Ventilation du nombre d'agents par pôle avant transferts de personnels

| | Ville d'Albi nombre d'agent | CA Albigeois nombre d'agent | Ville d'Albi nombre d'agent en % | CA Albigeois nombre d'agent en % | Ville d'Albi ETP DGA | CA Albigeois ETP DGA |
|---------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------|-------------------------|
| DGA ressources internes | 105 | 81 | 56% | 44% | 0,56 | 0,44 |
| DGA développement du territoire | 11 | 26 | 30% | 70% | 0,3 | 0,7 |
| DGA transition écologique | 25 | 376 | 6% | 94% | 0,06 | 0,94 |
| DGA vie sociale et citoyenneté | 453 | 91 | 83% | 17% | 0,83 | 0,17 |
| | 594 | 574 | | | 1,75 | 2,25 |

- 2) Utilisation de la clé de répartition retenue pour le directeur général des services unique : 50% pour la ville d'Albi (2 ETP) et 50% pour la communauté d'agglomération (2 ETP).
- 3) Figurer la situation existante avant la création de la direction générale unique des services, soit 3 ETP de direction générale pour la ville d'Albi et 2 ETP pour la communauté d'agglomération de l'Albigeois. Compte tenu de la clé de répartition retenue en 2021 pour le poste de directeur général des services unique (0,5 ETP pour la ville d'Albi et 0,5 ETP pour la communauté d'agglomération de l'Albigeois), les 4 ETP de DGA seraient ventilés de la manière suivante : 2,5 ETP pour la ville d'Albi (62,5%) et 1,5 ETP pour la communauté d'agglomération de l'Albigeois (37,5%).

Par ailleurs, comme pour l'évaluation des coûts relatifs au directeur général des services unique, il est proposé d'exclure des charges de fonctionnement liées à l'occupation des locaux dans la mesure où les 4 directeurs généraux adjoints sont hébergés soit par la ville d'Albi soit par la communauté d'agglomération de l'Albigeois. Il reste les coûts liés à la téléphonie et le matériel roulant.

| | 2022 | A partir de 2023 |
|--|---------------------|---------------------|
| + Charges de personnel | 340 744,00 € | 454 325,00 € |
| + Téléphonie (portable : amortissement matériel + abonnement) | 173,00 € | 230,00 € |
| + Frais matériel roulant | 1 084,00 € | 1 895,00 € |
| = Total charges communauté d'agglomération (1) | 342 001,00 € | 456 450,00 € |
| Frais matériel roulant et téléphonie supportés par la ville d'Albi (assurance, réparation, carburant...) (2) | 8 468,00 € | 11 291,00 € |
| 50% Frais matériel roulant DGS non évalués en 2021 supportés par la communauté d'agglomération (3) | 3 463,00 € | 3 463,00 € |
| H1 : Retenue sur AC ville d'Albi = 43,75% x (1) - 56,25% x (2) + (3) | 148 325,00 € | 196 809,00 € |
| H2 : Retenue sur AC ville d'Albi = 50% x (1) - 50% x (2) + (3) | 170 230,00 € | 226 043,00 € |
| H3 : Retenue sur AC ville d'Albi = 62,5% x (1) - 37,5% x (2) + (3) | 220 389,00 € | 292 978,00 € |

Il est proposé de choisir la troisième méthode et de mettre en place une clause de revoyure dans un an (CLECT 2023) afin d'évaluer a posteriori la pertinence de la clé de répartition retenue.

II. Service commun administration du droit des sols (ADS) : clause de revoyure période 2019 – 2021

L'évaluation du coût du service commun ADS a été réalisée en 2015 sur la base d'une estimation des dépenses du service (charges à caractère générale et charges de personnel) ventilées entre les communes selon le nombre d'actes traités sur chaque territoire, lesquels actes ont été valorisés à des coûts moyens pondérés différents (pondération réalisée sur la base d'un tarif pivot pour le permis de construire). Le coût global retenu s'élevait à 301.956 € et se ventilait comme suit :

Ventilation du coût de service commun ADS entre communes

| | |
|---------------------|---------------------|
| Albi | 138 628,00 € |
| Arthès | 12 760,00 € |
| Cambon | 9 436,00 € |
| Carlus | 3 826,00 € |
| Castelnau de Lévis | 9 759,00 € |
| Cunac | 7 708,00 € |
| Dénat | 3 601,00 € |
| Fréjairolles | 8 029,00 € |
| Lescure d'Albigeois | 23 209,00 € |
| Marssac | 19 432,00 € |
| Puygouzon | 20 770,00 € |
| Rouffiac | 2 513,00 € |
| Saint Juéry | 18 391,00 € |
| Saliès | 5 608,00 € |
| Le Séquestre | 8 399,00 € |
| Terssac | 9 887,00 € |
| TOTAL | 301 956,00 € |

Lors du bilan financier réalisé en 2019 au titre de la période 2015 – 2018, la CLECT a décidé de maintenir une retenue sur attribution de compensation globale de 301 956 €.

Toutefois, elle a décidé de revoir la ventilation interne de cette retenue sur attribution de compensation entre communes en fonction du nombre réel d'actes traités par le service sur la période 2015 – 2018.

Les effets financiers de cette régularisation ont été lissés sur la période 2018 – 2021.

La CLECT a également prévu qu'une nouvelle clause de revoyure soit activée tous les 3 ans. Il convient donc de procéder à une nouvelle ventilation des coûts du service commun ADS en fonction du nombre réel d'actes traité par commune au titre de la période 2019 – 2021.

Le coût total du service s'est élevé en moyenne à 402 036 € par an sur la période 2019 – 2021.

Néanmoins, il est proposé de maintenir une retenue sur attribution de compensation globale de 301 956 €. Le surcoût, 100 080 € en moyenne par an sur la période 2019 – 2021, sera pris en charge entièrement par la communauté d'agglomération.

Les effets de cette clause de revoyure ont été présentés lors du comité de suivi du service commun ADS qui s'est tenu le 22 septembre dernier. **Comme pour la période 2015 – 2018, il est proposé de lisser les effets financiers de cette clause de revoyure sur 3 ans (2022 – 2024).**

Ventilation des coûts 2019 - 2021

| | ventilation des coûts évaluation initiale | ventilation des coûts 2019 | ventilation des coûts 2020 | ventilation des coûts 2021 |
|---------------------|---|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| Albi | 138 628,00 € | 155 375,17 € | 153 504,05 € | 154 684,30 € |
| Arthès | 12 760,00 € | 10 415,66 € | 9 282,91 € | 10 741,11 € |
| Cambon | 9 436,00 € | 7 320,44 € | 6 072,47 € | 3 471,46 € |
| Carlus | 3 826,00 € | 3 046,09 € | 1 990,97 € | 2 695,49 € |
| Castelnau de Lévis | 9 759,00 € | 8 696,10 € | 5 773,82 € | 6 493,68 € |
| Cunac | 7 708,00 € | 6 313,27 € | 7 590,59 € | 3 879,87 € |
| Dénat | 3 601,00 € | 10 710,45 € | 9 009,15 € | 6 534,52 € |
| Fréjalrolles | 8 029,00 € | 6 043,05 € | 11 249,00 € | 11 272,04 € |
| Lescure d'Albigeois | 23 209,00 € | 21 887,63 € | 22 423,34 € | 18 929,68 € |
| Marssac | 19 432,00 € | 17 539,59 € | 14 782,98 € | 19 195,15 € |
| Puygouzon | 20 770,00 € | 17 834,37 € | 21 303,42 € | 18 705,06 € |
| Rouffiac | 2 513,00 € | 3 537,40 € | 1 493,23 € | 2 777,17 € |
| Saint Juéry | 18 391,00 € | 11 594,80 € | 20 307,93 € | 15 580,74 € |
| Sallès | 5 608,00 € | 1 916,09 € | 2 886,91 € | 1 633,63 € |
| Le Séquestre | 8 399,00 € | 12 970,45 € | 8 959,38 € | 10 373,55 € |
| Terressac | 9 887,00 € | 6 755,44 € | 5 325,85 € | 14 988,55 € |
| TOTAL | 301 956,00 € | 301 956,00 € | 301 956,00 € | 301 956,00 € |

Correction des attributions de compensation au titre de la période 2019 - 2021

| Calcul revoiture 2019 - 2021 | Ecart / évaluation initiale en 2019 | Ecart / évaluation initiale en 2020 | Ecart / évaluation initiale en 2021 | Total écart / évaluation initiale 2019 - 2021 | Lissage AC sur 3 ans - année 2022 | Lissage AC sur 3 ans - année 2023 | Lissage AC sur 3 ans - année 2024 |
|------------------------------|--|--|--|---|--------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|
| ALBI | 16 747,17 | 14 876,05 | 16 056,30 | 47 679,52 | 15 893,17 | 15 893,17 | 15 893,18 |
| ARTHÈS | -2 344,34 | -3 477,09 | -2 018,89 | -7 840,32 | -2 613,44 | -2 613,44 | -2 613,44 |
| CAMBON | -2 115,56 | -3 363,53 | -5 064,54 | -11 443,63 | -3 814,54 | -3 814,54 | -3 814,55 |
| CARLUS | -779,91 | -1 835,03 | -1 130,61 | -3 745,55 | -1 248,48 | -1 248,48 | -1 248,49 |
| CASTELNAU-DE-LÉVIS | -1 062,90 | -3 085,18 | -3 265,32 | -8 313,40 | -2 771,13 | -2 771,13 | -2 771,14 |
| CUNAC | -1 394,73 | -117,41 | -3 828,13 | -5 340,27 | -1 780,09 | -1 780,09 | -1 780,09 |
| DÉNAT | 7 109,45 | 5 408,15 | 2 933,52 | 15 451,12 | 5 150,37 | 5 150,37 | 5 150,38 |
| FRÉJAIROLLES | -1 985,95 | -3 220,00 | -3 243,04 | -8 449,00 | -2 816,33 | -2 816,33 | -2 816,33 |
| LE SÉQUESTRE | 4 571,45 | 590,38 | 1 974,55 | 7 136,38 | 2 378,79 | 2 378,79 | 2 378,80 |
| LESCURE | -1 321,37 | -785,66 | -4 279,32 | -6 386,35 | -2 128,78 | -2 128,78 | -2 128,79 |
| MARSSAC | -1 892,41 | -4 649,02 | -238,05 | -6 779,48 | -2 259,83 | -2 259,83 | -2 259,83 |
| PUYGOUZON | -2 935,63 | 533,42 | -2 064,94 | -4 467,15 | -1 489,05 | -1 489,05 | -1 489,05 |
| ROUFFIAC | 1 024,40 | -1 019,77 | 264,17 | 268,80 | 89,60 | 89,60 | 89,60 |
| SAINTE-JUÉRY | -6 706,20 | 1 916,93 | -2 810,28 | -7 600,55 | -2 533,52 | -2 533,52 | -2 533,52 |
| SALLÈS | -3 691,91 | -2 721,09 | -3 974,37 | -10 387,37 | -3 462,46 | -3 462,46 | -3 462,45 |
| TERRESSAC | -3 131,56 | -4 561,15 | 5 101,55 | -2 591,16 | -863,72 | -863,72 | -863,72 |
| TOTAL | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -0,01 | -0,01 | 0,02 |

positif (coût > à l'évaluation initiale) : minoration d'AC (la commune doit de l'argent à l'agglomération)
négatif (coût < à l'évaluation initiale) : majoration d'AC (l'agglomération doit de l'argent à la commune)

Retenues sur AC au titre du service commun ADS

| | = retenue sur AC initiale +/- régularisation au titre de la période 2019 - 2021 | | | |
|---------------------|--|---------------------|---------------------|---------------------|
| | Retenue sur AC initiale | 2022 | 2023 | 2024 |
| Albi | 138 628,00 € | 154 521,17 € | 154 521,17 € | 154 521,18 € |
| Arthès | 12 760,00 € | 10 146,56 € | 10 146,56 € | 10 146,56 € |
| Cambon | 9 436,00 € | 5 621,46 € | 5 621,46 € | 5 621,45 € |
| Carlus | 3 826,00 € | 2 577,52 € | 2 577,52 € | 2 577,51 € |
| Castelnau de Lévis | 9 759,00 € | 6 987,87 € | 6 987,87 € | 6 987,86 € |
| Cunac | 7 708,00 € | 5 927,91 € | 5 927,91 € | 5 927,91 € |
| Dénat | 3 601,00 € | 8 751,37 € | 8 751,37 € | 8 751,38 € |
| Fréjalrolles | 8 029,00 € | 9 521,36 € | 9 521,36 € | 9 521,37 € |
| Lescure d'Albigeois | 23 209,00 € | 21 080,22 € | 21 080,22 € | 21 080,21 € |
| Marssac | 19 432,00 € | 17 172,57 € | 17 172,57 € | 17 172,58 € |
| Puygouzon | 20 770,00 € | 19 280,95 € | 19 280,95 € | 19 280,95 € |
| Rouffiac | 2 513,00 € | 2 602,60 € | 2 602,60 € | 2 602,60 € |
| Saint Juéry | 18 391,00 € | 15 827,82 € | 15 827,82 € | 15 827,83 € |
| Sallès | 5 608,00 € | 2 145,54 € | 2 145,54 € | 2 145,55 € |
| Le Séquestre | 8 399,00 € | 10 767,79 € | 10 767,79 € | 10 767,80 € |
| Terssac | 9 887,00 € | 9 023,28 € | 9 023,28 € | 9 023,28 € |
| TOTAL | 301 956,00 € | 301 955,99 € | 301 955,99 € | 301 956,02 € |

III. Partage de la taxe d'aménagement : création d'une attribution de compensation d'investissement

L'article 109 de la Loi de Finances Initiale pour 2022 rend obligatoire le reversement de la taxe d'aménagement entre communes percevant la taxe et l'EPCI dont elles sont membres, compte tenu de la charge des équipements publics relevant de leurs compétences respectives.

La clé de répartition de la taxe d'aménagement a été définie par le conseil communautaire de la communauté d'agglomération de l'Albigeois (délibération du 27 septembre 2022) en fonction de la proportion des investissements communaux et intercommunaux constatée sur la période 2014 – 2020 : 60% pour les communes et 40% pour l'agglomération.

La nouvelle règle de partage de la taxe d'aménagement est d'application immédiate, pour l'ensemble des recettes perçues par les communes à partir du 1^{er} janvier 2022. Elle crée une dépense d'investissement pour les communes (reversement de la taxe au compte 10226) et une recette d'investissement nouvelle pour l'intercommunalité (également au compte 10226). C'est pourquoi la communauté d'agglomération de l'Albigeois souhaite mettre en place un mécanisme de neutralisation financière pour ne pas pénaliser ses communes membres.

Celui-ci prend la forme d'une attribution de compensation d'investissement (ACI) versée annuellement par l'agglomération aux communes. Cette ACI est calculée en fonction du niveau de recette constaté dans chaque commune pour la période 2018 - 2021. **Le montant annuel d'ACI reversé par la communauté d'agglomération de l'Albigeois à ses communes membres s'élèvera à 585 462 €.**

Calcul des attributions de compensation d'investissement

| | Moyenne Taxe d'Aménagement 2018 - 2021 (1) | Attribution de Compensation d'Investissement = (1) x 40% |
|---------------------|--|---|
| ALBI | 694 134 | 277 653 |
| ARTHES | 48 299 | 19 319 |
| CAMBON | 51 039 | 20 416 |
| CARLUS | 10 356 | 4 142 |
| CASTELNAU-DE-LEVIS | 46 909 | 18 763 |
| CUNAC | 42 688 | 17 075 |
| DENAT | 18 679 | 7 472 |
| FREJAIROLLES | 44 148 | 17 659 |
| LESCURE-D'ALBIGEOIS | 128 529 | 51 412 |
| MARSSAC-SUR-TARN | 56 206 | 22 482 |
| PUYGOUZON | 114 114 | 45 646 |
| ROUFFIAC | 14 251 | 5 700 |
| SAINT-JUERY | 44 535 | 17 814 |
| SALIES | 12 022 | 4 809 |
| SEQUESTRE (LE) | 106 546 | 42 619 |
| TERSSAC | 31 203 | 12 481 |
| Ensemble | 1 463 655 | 585 462 |

Dans la mesure où les reversements de taxe d'aménagement interviendront avec un an de décalage, donc pour la première fois en 2023 sur la base des recettes encaissées par les communes en 2022, l'ACI sera versée à partir de 2023.

La taxe d'aménagement étant une recette très volatile, une clause de revoyure sera activée en 2025. L'idée de cette clause de revoyure est de ne pas priver les communes de recettes d'investissement en cas de projet d'aménagement d'envergure sur leur territoire et de soutenir l'investissement de ces dernières.

Pour chaque commune, deux cas de figure seront distingués :

- Les recettes encaissées par l'Agglomération sur la période 2023 – 2025 (produit des communes de la période 2022 – 2024) sont inférieures à l'attribution de compensation perçue par la commune. Dans cette hypothèse l'agglomération garantira à la commune un niveau de recette équivalent à l'attribution de compensation initialement évaluée.
- Les recettes encaissées par l'Agglomération sur la période 2023 – 2025 (produit des communes de la période 2022 – 2024) sont supérieures à l'attribution de compensation perçue par la commune. Alors l'agglomération reversera la différence à la commune par le biais d'une majoration exceptionnelle de son attribution de compensation d'investissement au titre de l'exercice 2025.

Les règles de neutralisation financière du partage de la taxe d'aménagement décrites ci-dessus ont été introduites dans le pacte financier et fiscal de solidarité de la communauté d'agglomération de l'Albigeois par avenant lors du conseil communautaire du 27 septembre dernier.

IV. Calcul des attributions de compensation

Compte tenu des propositions effectuées précédemment, les attributions de compensation de fonctionnement s'élèveraient au total à 4 191 888,37 euros en 2022. Celles d'investissement s'établiraient à 585 462 euros à partir de 2023.

Attributions de compensation de fonctionnement après la CLECT du 17 novembre 2022

| | Après CLECT 2021 | Après CLECT 2022 | | | |
|---------------------|------------------------------------|---------------------|------------------------|------------------------|------------------------------------|
| | A partir de 2022 (prévisionnel) | 2022 (définitif) | 2023 (prévisionnel) | 2024 (prévisionnel) | A partir de 2025 (prévisionnel) |
| Albi | 4 599 008,04 | 4 196 158,87 | 3 660 793,87 | 3 660 793,86 | 3 676 687,04 |
| Arthès | 104 282,54 | 106 895,98 | 106 895,98 | 106 895,98 | 104 282,54 |
| Cambon | -184 500,30 | -180 685,76 | -180 685,76 | -180 685,75 | -184 500,30 |
| Carlus | -46 166,07 | -44 917,59 | -44 917,59 | -44 917,58 | -46 166,07 |
| Castelnau de Lévis | -17 912,80 | -15 141,67 | -15 141,67 | -15 141,66 | -17 912,80 |
| Cunac | -44 177,30 | -42 397,21 | -42 397,21 | -42 397,21 | -44 177,30 |
| Dénat | -68 266,53 | -73 416,90 | -73 416,90 | -73 416,91 | -68 266,53 |
| Fréjalrolles | -103 007,84 | -104 500,20 | -104 500,20 | -104 500,21 | -103 007,84 |
| Lescure d'Albigeois | -10 732,06 | -8 603,28 | -8 603,28 | -8 603,27 | -10 732,06 |
| Marssac | 200 599,88 | 202 859,31 | 202 859,31 | 202 859,30 | 200 599,88 |
| Puygouzon | 48 610,75 | 50 099,80 | 50 099,80 | 50 099,80 | 48 610,75 |
| Rouffiac | -62 953,49 | -63 043,09 | -63 043,09 | -63 043,09 | -62 953,49 |
| Saint Juéry | -385 093,78 | -382 530,60 | -382 530,60 | -382 530,61 | -385 093,78 |
| Saliès | -34 266,25 | -30 803,79 | -30 803,79 | -30 803,80 | -34 266,25 |
| Le Séquestre | 359 046,64 | 356 677,85 | 356 677,85 | 356 677,84 | 359 046,64 |
| Terssac | 224 372,93 | 225 236,65 | 225 236,65 | 225 236,65 | 224 372,93 |
| | 4 578 844,36 C | 4 191 888,37 | 3 656 523,37 | 3 656 523,34 | 3 656 523,36 |

Attributions de compensation d'investissement après la CLECT du 17 novembre 2022

| | A partir de 2023* |
|---------------------|-------------------|
| ALBI | 277 653,00 |
| ARTHES | 19 319,00 |
| CAMBON | 20 416,00 |
| CARLUS | 4 142,00 |
| CASTELNAU-DE-LEVIS | 18 763,00 |
| CUNAC | 17 075,00 |
| DENAT | 7 472,00 |
| FREJAIROLLES | 17 659,00 |
| LESCURE-D'ALBIGEOIS | 51 412,00 |
| MARSSAC-SUR-TARN | 22 482,00 |
| PUYGOUZON | 45 646,00 |
| ROUFFIAC | 5 700,00 |
| SAINT-JUERY | 17 814,00 |
| SALIES | 4 809,00 |
| SEQUESTRE (LE) | 42 619,00 |
| TERSSAC | 12 481,00 |
| | 585 462,00 |

* clause de revoyure en 2025

Retenues sur AC de fonctionnement 2022

| | Périmètre service commun Finances | Périmètre service commun Bâtiment | Périmètre service commun Informatique | Création service commun DPO | Direction Générale des Services Uniques | Revoiyure ADS | TOTAL retenues sur AC 2022 |
|---------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------|-----------------------------|---|---------------|----------------------------|
| ALBI | -131 895,00 € | 163 574,00 € | -180 159,00 € | -18 087,00 € | -220 389,00 € | -15 893,17 € | -402 849,17 € |
| ARTHES | | | | | | 2 613,44 € | 2 613,44 € |
| CAMBON | | | | | | 3 814,54 € | 3 814,54 € |
| CARLUS | | | | | | 1 248,48 € | 1 248,48 € |
| CASTELNAU DE LEVIS | | | | | | 2 771,13 € | 2 771,13 € |
| CUNAC | | | | | | 1 780,09 € | 1 780,09 € |
| DENAT | | | | | | -5 150,37 € | -5 150,37 € |
| FREDAIROLLES | | | | | | -1 492,36 € | -1 492,36 € |
| LESCURE D'ALBIGEOIS | | | | | | 2 128,78 € | 2 128,78 € |
| MARSSAC-SUR-TARN | | | | | | 2 259,43 € | 2 259,43 € |
| PUYGOUZON | | | | | | 1 489,05 € | 1 489,05 € |
| ROUFFIAC | | | | | | -89,60 € | -89,60 € |
| SAINTE-JUERY | | | | | | 2 563,18 € | 2 563,18 € |
| SALLES | | | | | | 3 462,46 € | 3 462,46 € |
| LE SEQUESTRE | | | | | | -2 368,79 € | -2 368,79 € |
| TERSAC | | | | | | 863,72 € | 863,72 € |
| TOTAL | -131 895,00 € | 163 574,00 € | -180 159,00 € | -18 087,00 € | -220 389,00 € | 0,01 € | -386 955,99 € |

Lecture :

Chiffre négatif : minoration d'attribution de compensation

Chiffre positif : majoration d'attribution de compensation

| |
|---|
| RF PREFECTURE ALBI (TARN) |
| Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 02/12/2022 081-218100741-20221201-DEL_2022_033-DE |

Retenues sur AC de fonctionnement 2023

| | Périmètre service commun Finances | Périmètre service commun Bâtiment | Périmètre service commun Informatique | Création service commun DPO | Direction Générale des Services Uniques | Revoiture ADS | TOTAL retenues sur AC 2023 |
|---------------------|--|--|---|--------------------------------|--|---------------|-------------------------------|
| ALBI | -250 092,00 € | 377 560,00 € | -720 637,00 € | -36 174,00 € | -292 978,00 € | -15 893,17 € | -938 214,17 € |
| ARTHES | | | | | | 2 613,44 € | 2 613,44 € |
| CAMBON | | | | | | 3 814,54 € | 3 814,54 € |
| CARLUS | | | | | | 1 248,48 € | 1 248,48 € |
| CASTELNAU DE LEVIS | | | | | | 2 771,13 € | 2 771,13 € |
| CUNAC | | | | | | 1 780,09 € | 1 780,09 € |
| DENAT | | | | | | -5 150,37 € | -5 150,37 € |
| FREJAIROLLES | | | | | | -1 492,36 € | -1 492,36 € |
| LESCURE D'ALBIGEOIS | | | | | | 2 128,78 € | 2 128,78 € |
| MARSSAC-SUR-TARN | | | | | | 2 259,43 € | 2 259,43 € |
| PUYGOUZON | | | | | | 1 489,05 € | 1 489,05 € |
| ROUFFIAC | | | | | | -89,60 € | -89,60 € |
| SAINTE-JUERY | | | | | | 2 563,18 € | 2 563,18 € |
| SALIES | | | | | | 3 462,46 € | 3 462,46 € |
| LE SEQUESTRE | | | | | | -2 368,79 € | -2 368,79 € |
| TIERSAC | | | | | | 863,72 € | 863,72 € |
| TOTAL | -250 092,00 € | 377 560,00 € | -720 637,00 € | -36 174,00 € | -292 978,00 € | 0,01 € | -922 320,99 € |

Lecture :

Chiffre négatif : minoration d'attribution de compensation

Chiffre positif : majoration d'attribution de compensation

Retenues sur AC de fonctionnement 2024

| | Périmètre service commun Finances | Périmètre service commun Bâtiment | Périmètre service commun Informatique | Création service commun DPO | Direction Générale des Services Uniques | Revoiyure ADS | TOTAL retenues sur AC 2024 |
|---------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------|-----------------------------|---|----------------|----------------------------|
| ALBI | -250 092,00 € | 377 560,00 € | -720 637,00 € | -36 174,00 € | -292 978,00 € | -15 893,18 € | -938 214,18 € |
| ARTHES | | | | | | 2 613,44 € | 2 613,44 € |
| CAMBON | | | | | | 3 814,55 € | 3 814,55 € |
| CARLUS | | | | | | 1 248,49 € | 1 248,49 € |
| CASTELNAU DE LEVIS | | | | | | 2 771,14 € | 2 771,14 € |
| CUNAC | | | | | | 1 780,09 € | 1 780,09 € |
| DENAT | | | | | | -5 150,38 € | -5 150,38 € |
| FREJAIROLLES | | | | | | -1 492,37 € | -1 492,37 € |
| LESCURE D'ALBIGEOIS | | | | | | 2 128,79 € | 2 128,79 € |
| MARSSAC-SUR-TARN | | | | | | 2 259,42 € | 2 259,42 € |
| PUYGOUZON | | | | | | 1 489,05 € | 1 489,05 € |
| ROUFFIAC | | | | | | -89,60 € | -89,60 € |
| SAINTE-JUERY | | | | | | 2 563,17 € | 2 563,17 € |
| SALIES | | | | | | 3 462,45 € | 3 462,45 € |
| LE SEQUESTRE | | | | | | -2 368,80 € | -2 368,80 € |
| TERSSAC | | | | | | 863,72 € | 863,72 € |
| TOTAL | -250 092,00 € | 377 560,00 € | -720 637,00 € | -36 174,00 € | -292 978,00 € | -0,02 € | -922 321,02 € |

Lecture :

Chiffre négatif : minoration d'attribution de compensation

Chiffre positif : majoration d'attribution de compensation

Retenues sur AC de fonctionnement à partir de 2025

| | Périmètre service commun Finances | Périmètre service commun Bâtiment | Périmètre service Informatique | Création service commun DPO | Direction Générale des Services Unique | Revoiture ADS | TOTAL retenues sur AC 2025 |
|----------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------|-----------------------------|--|---------------|----------------------------|
| ALBI | -250 092,00 € | 377 560,00 € | -720 637,00 € | -36 174,00 € | -292 978,00 € | 0,00 € | -922 321,00 € |
| ARTHES | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| CAMBON | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| CARLUS | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| CASTELNAU DE LEVIS | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| CUNAC | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| DENAT | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| FREJAIROLLES | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| LESCLURE D'ALBIGEOIS | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| MARSSAC-SUR-TARN | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| PUYGOUZON | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| ROUFFIAC | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| SAINTE-JUERY | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| SALLES | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| LE SEQUESTRE | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| TERSAC | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| TOTAL | -250 092,00 € | 377 560,00 € | -720 637,00 € | -36 174,00 € | -292 978,00 € | 0,00 € | -922 321,00 € |

Lecture :

Chiffre négatif : minoration d'attribution de compensation

Chiffre positif : majoration d'attribution de compensation

| |
|---|
| RF PREFECTURE ALBI (TARN) |
| Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 02/12/2022 081-218100741-20221201-DEL_2022_033-DE |

RF
PREFECTURE ALBI (TARN)

Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 02/12/2022
081-218100741-20221201-DEL_2022_033-DE

République française

DEPARTEMENT DU TARN
COMMUNE DE CUNAC

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du jeudi 01 décembre 2022

Date de la convocation: 25/11/2022

**Membres en
exercice : 19**

**Présents :
16**

**Votants:
19**

L'an deux mille vingt-deux et le premier décembre à 20h00, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la Mairie, dans la Salle du Conseil municipal, sous la présidence de Marc VENZAL, Maire.

Présents : Marc VENZAL, Marie-Edith NESPOULOUS, Claude PAGES, Isabelle REDON, Laurent SEGOND, Josiane GINESTET, Jean-Charles ROGGERO, Jean-Luc GILLET, Valérie TEULET, Pascal COMBAL, Jérôme GUIBERT, Céline CARCENAC, Amélie BLACQUIERES, Dominique BARBUTO, Sophie FRERE, Delphine DESHAIES-GALINIE

Représentés: Jérôme ASSIE, Eléonore CARRIERE, Martyn LAFON

Excusés:

Absents:

Secrétaire de séance : Sophie FRERE

Secrétaire de mairie : Sylvie PALAFFRE

**Objet: Subvention 2022 à la Coopérative Scolaire de Cunac -
DEL_2022_034**

Monsieur le Maire propose aux Conseillers municipaux de reconduire en 2022 l'attribution de la subvention de fonctionnement à la Coopérative scolaire de Cunac pour un montant de 2 500 Euros.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **Approuve** l'attribution de la subvention de fonctionnement de 2 500 Euros à la Coopérative scolaire de Cunac,
- **Dit** que le compte 6574 permet de faire procéder au versement de cette subvention.

Fait et délibéré les jour, mois, an, susdits et ont signé les membres présents.
Pour copie conforme.

Le Maire,
Marc VENZAL



La secrétaire de séance,
Sophie FRÈRE

Certifié exécutoire,
Reçu en Préfecture le 02/12/22
Publié ou notifié le 06/12/22

RF
PREFECTURE ALBI (TARN)

Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 02/12/2022
081-218100741-20221201-DEL_2022_034-DE

République française

DEPARTEMENT DU TARN
COMMUNE DE CUNAC

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du jeudi 01 décembre 2022

Date de la convocation: 25/11/2022

**Membres en
exercice : 19**

**Présents :
16**

**Votants:
19**

L'an deux mille vingt-deux et le premier décembre à 20h00, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la Mairie, dans la Salle du Conseil municipal, sous la présidence de Marc VENZAL, Maire.

Présents : Marc VENZAL, Marie-Edith NESPOULOUS, Claude PAGES, Isabelle REDON, Laurent SEGOND, Josiane GINESTET, Jean-Charles ROGGERO, Jean-Luc GILLET, Valérie TEULET, Pascal COMBAL, Jérôme GUIBERT, Céline CARCENAC, Amélie BLACQUIERES, Dominique BARBUTO, Sophie FRERE, Delphine DESHAIES-GALINIE

Représentés: Jérôme ASSIE, Eléonore CARRIERE, Martyn LAFON

Excusés:

Absents:

Secrétaire de séance : Sophie FRERE

Secrétaire de mairie : Sylvie PALAFFRE

Objet: Subventions 2022 aux Associations - DEL_2022_035

Monsieur le Maire propose aux Conseillers municipaux d'attribuer en 2022 les subventions aux Associations ayant fourni les documents sollicités, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

| Associations | Montants proposés |
|---|-------------------|
| A.D.M.R. (Aide à Domicile en Milieu Rural) | 510 € |
| Amis du Musée du Saut du Tarn | 150 € |
| A.P.E. (Association des Parents d'Élèves) | 300 € |
| A.R.P.A. (Association des Retraités et Personnes Âgées) | 150 € |
| B.C.C.L. (Basket Club Cunac Lescure) | 350 € |
| C.A.C. (Comité d'Animation Cunacois) | 200 € |
| Société de Chasse Cunac / Cambon | 200 € |
| Foyer Laïque d'Éducation Permanente | 600 € |
| Ile Oz'Enfants | 250 € |
| L.C.C. (Loisirs Créatifs Cunacois) | 250 € |
| U.S.C. (Union Sportive Cunacoise) | 250 € |
| Cunac Gym | 250 € |
| A.S.D.C. (Association Sportive de Danses Cunacoises) | 250 € |
| A.I.D.E.S. (Association Intégration Développement Educatif Sportif) | 250 € |
| TOTAL | 3 960 € |

| |
|---|
| RF PREFECTURE ALBI (TARN) |
| Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 02/12/2022 081-218100741-20221201-DEL_2022_035-DE |

LE CONSEIL MUNICIPAL,

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ à l'unanimité des membres présents et représentés :

- APPROUVE les montants des subventions proposés dans le tableau ci-dessus,
- DIT que les crédits sont disponibles au compte 6574 - Subventions de fonctionnement ;
- CHARGE Monsieur le Maire de faire procéder à leur versement.

Fait et délibéré les jour, mois, an, susdits et ont signé les membres présents.
Pour copie conforme.

Le Maire,
Marc VENZAL



La secrétaire de séance,
Sophie FRÈRE

Certifié exécutoire,
Reçu en Préfecture le 02/12/22
Publié ou notifié le 06/12/22

| |
|---|
| RF PREFECTURE ALBI (TARN) |
| Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 02/12/2022 081-218100741-20221201-DEL_2022_036-DE |

République française

DEPARTEMENT DU TARN
COMMUNE DE CUNAC

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du jeudi 01 décembre 2022

Date de la convocation: 25/11/2022

**Membres en
exercice : 19**

**Présents :
16**

**Votants:
19**

L'an deux mille vingt-deux et le premier décembre à 20h00, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la Mairie, dans la Salle du Conseil municipal, sous la présidence de Marc VENZAL, Maire.

Présents : Marc VENZAL, Marie-Edith NESPOULOUS, Claude PAGES, Isabelle REDON, Laurent SEGOND, Josiane GINESTET, Jean-Charles ROGGERO, Jean-Luc GILLET, Valérie TEULET, Pascal COMBAL, Jérôme GUIBERT, Céline CARCENAC, Amélie BLACQUIERES, Dominique BARBUTO, Sophie FRERE, Delphine DESHAIES-GALINIE

Représentés: Jérôme ASSIE, Eléonore CARRIERE, Martyn LAFON

Excusés:

Absents:

Secrétaire de séance : Sophie FRERE

Secrétaire de mairie : Sylvie PALAFFRE

Objet: Modification des tarifs de l'Alaé et de l'Alsh à compter du 1er janvier 2023 - DEL_2022_036

Madame Josiane GINESTET, Commission Finances, rappelle les délibérations du Conseil municipal du 23 juin 2022 portant sur les tarifs de la cantine et de l'Alaé (n° DEL_2022_017) et sur les tarifs de l'Alsh (n° DEL_2022_018).

Considérant la nécessité de respecter le taux d'encadrement suite à l'augmentation des effectifs d'enfants accueillis, la hausse du point d'indice dans la fonction publique et la revalorisation du smic, l'augmentation des coûts de l'énergie et des consommables, il y a lieu de modifier les tarifs de l'Alaé et de l'Alsh à compter du 1er janvier 2023.

Madame Josiane GINESTET présente aux Conseillers municipaux les tableaux annexés à la présente délibération :

- Annexe 1 : Tarifs ALAÉ (Accueil Loisirs Associé à l'École),
- Annexe 2 : Tarifs ALSH (Accueil Loisirs Sans Hébergement), commune,
- Annexe 3 : Tarifs ALSH (Accueil Loisirs Sans Hébergement), hors commune .

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré par 15 voix Pour et 4 Voix Contre :

- APPROUVE la modification des tarifs de l'Alaé et de l'Alsi conformément aux tableaux ci-annexés ;

- PRÉCISE que les tarifs de la cantine restent inchangés.

Fait et délibéré les jour, mois, an, susdits et ont signé les membres présents.
Pour copie conforme.

Le Maire,
Marc VENZAL



Certifié exécutoire,
Reçu en Préfecture le 02/12/22
Publié ou notifié le 06/12/22

La secrétaire de séance,
Sophie FRÈRE

Annexe 1 : Tarifs ALAÉ (Accueil de Loisirs associé à l'École)

| QUOTIENT FAMILIAL (QF) | MATIN 07 h 30 – 08 h 30 | <u>PAUSE MERIDIENNE</u> | | | | | SOIR 16 h 30 – 18 h 30 | FORFAIT Journée complète (hors repas) |
|------------------------|----------------------------|---|-----------------------------|-------------------------------------|---------------------------------------|---|---------------------------|--|
| | | ALAE 12 h 00 – 14 h 00 (avec ou sans repas) | REPAS ENFANTS COMMUNE | REPAS ENFANTS HORS COMMUNE | REPAS + ALAE ENFANTS COMMUNE | REPAS + ALAE ENFANTS HORS COMMUNE | | |
| 0 à 500 | 1,07 € | 0,49 € | 3,35 € | 3,85 € | 3,84 € | 4,34 € | 2,14 € | 3,02 € |
| 501 à 699 | 1,10 € | 0,50 € | 3,43 € | 3,93 € | 3,93 € | 4,43 € | 2,21 € | 3,08 € |
| 700 à 899 | 1,13 € | 0,51 € | 3,52 € | 4,02 € | 4,02 € | 4,53 € | 2,29 € | 3,13 € |
| 900 à 1099 | 1,17 € | 0,52 € | 3,60 € | 4,10 € | 4,12 € | 4,62 € | 2,34 € | 3,24 € |
| 1100 et plus | 1,19 € | 0,54 € | 3,68 € | 4,18 € | 4,22 € | 4,72 € | 2,38 € | 3,35 € |



Annexe 2 : Tarifs ALSH (Accueil de Loisirs Sans Hébergement), Commune

TARIFS COMMUNE DE CUNAC

Enfants domiciliés à CUNAC et fréquentant l'école de CUNAC

Enfants domiciliés à CUNAC et ne fréquentant pas l'école de CUNAC

Mercredis et vacances

| Quotient familial | QF 0 à 500 | 501 à 699 | 700 à 899 | 900 à 1099 | 1100 et + | MSA |
|---|------------|-----------|-----------|------------|-----------|-------|
| Journée sans repas 7h30/12h00 Et 14h00/18h30 | 4,76 | 5,98 | 8,08 | 9,30 | 10,75 | 10,75 |
| Demi-journée sans repas 7h30/12h00 ou 14h00/18h30 | 2,39 | 3,00 | 4,01 | 4,64 | 5,37 | 5,37 |
| Journée avec repas | 8,38 | 9,69 | 11,88 | 13,19 | 14,72 | 14,72 |
| Demi-journée avec repas 7h30/14h00 ou 12h00/18h30 | 6,00 | 6,71 | 7,84 | 8,53 | 9,34 | 9,34 |
| Mini séjour La journée | 16,20 | 28,08 | 33,48 | 39,96 | 48,60 | 48,60 |



Annexe 3 : Tarifs ALSH (Accueil de Loisirs Sans Hébergement), hors Commune

| TARIFS HORS COMMUNE DE CUNAC | | | | | | |
|---|------------|-----------|-----------|------------|-----------|-------|
| Enfants non domiciliés à CUNAC et fréquentant l'école de CUNAC | | | | | | |
| Enfants non domiciliés à CUNAC et ne fréquentant pas l'école de CUNAC | | | | | | |
| Mercredis et vacances | | | | | | |
| Quotient familial | QF 0 à 500 | 501 à 699 | 700 à 899 | 900 à 1099 | 1100 et + | MSA |
| Journée sans repas 7h30/12h00 Et 14h00/18h30 | 5,12 | 6,64 | 9,13 | 10,63 | 12,40 | 12,40 |
| Demi-journée sans repas 7h30/12h00 ou 14h00/18h30 | 2,56 | 3,33 | 4,57 | 5,31 | 6,20 | 6,20 |
| Journée avec repas | 9,98 | 11,50 | 13,99 | 15,49 | 17,26 | 17,26 |
| Demi-journée avec repas 7h30/14h00 ou 12h00/18h30 | 7,42 | 8,19 | 9,43 | 10,17 | 11,06 | 11,06 |
| Mini séjour La journée | 19,44 | 31,32 | 37,80 | 44,28 | 51,84 | 51,84 |

RF
PREFECTURE ALBI (TARN)

Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 02/12/2022
081-218100741-20221201-DEL_2022_036-DE



République française

DEPARTEMENT DU TARN
COMMUNE DE CUNAC

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du jeudi 01 décembre 2022

Date de la convocation: 25/11/2022

**Membres en
exercice : 19**

**Présents :
16**

**Votants:
19**

L'an deux mille vingt-deux et le premier décembre à 20h00, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la Mairie, dans la Salle du Conseil municipal, sous la présidence de Marc VENZAL, Maire.

Présents : Marc VENZAL, Marie-Edith NESPOULOUS, Claude PAGES, Isabelle REDON, Laurent SEGOND, Josiane GINESTET, Jean-Charles ROGGERO, Jean-Luc GILLET, Valérie TEULET, Pascal COMBAL, Jérôme GUIBERT, Céline CARCENAC, Amélie BLACQUIERES, Dominique BARBUTO, Sophie FRERE, Delphine DESHAIES-GALINIE

Représentés: Jérôme ASSIE, Eléonore CARRIERE, Martyn LAFON

Excusés:

Absents:

Secrétaire de séance : Sophie FRERE

Secrétaire de mairie : Sylvie PALAFFRE

**Objet: Travaux peintures et menuiseries dans la 6ème classe -
DEL_2022_037**

Depuis la rentrée scolaire 2022/2023, l'école de Cunac bénéficie d'une création d'un 6ème poste. Dans l'urgence, la nouvelle enseignante et les enfants ont été accueillis dans une salle qui avait pour fonction jusqu'à ce jour, de salle de stockage du matériel scolaire.

Il convient d'effectuer divers travaux dans cette classe pour la rendre plus harmonieuse : repeindre les murs, les menuiseries et les radiateurs, poser un revêtement de sol, résorber l'impact de l'humidité sur 6m² grâce à une plaque hydrofugée.

Deux devis sont présentés :

-TARROUX ET FILS, SARL Peintures et revêtement ST JUERY 5 403.53 € HT 6 484.24 € TTC

-Bruno DESMONET, SARL Plâtrerie et peintures ROSIERES 3 570.60 € HT 4 284.71 € TTC

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **RETIENT** le devis de l'entreprise Bruno DESMONET pour un montant de
3 570.60 € HT 4 284.71 € TTC,

| |
|---|
| RF PREFECTURE ALBI (TARN) |
| Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 02/12/2022 081-218100741-20221201-DEL_2022_037-DE |

- **CHARGE** monsieur le maire de solliciter une subvention
 - o auprès du Département du Tarn, au titre du Fonds de Développement Territorial (FDT), axe 1, mesure 1,
 - o auprès de la Préfecture au titre de la DETR 2023, catégorie 1, soutien des projets contribuant au développement durable,

- **APPROUVE** le plan de financement comme suit :

| | |
|-------------------------------------|-------------------------------------|
| Montant des travaux : 3 570.60 € HT | 4 284.71 € TTC |
| Conseil Départemental F.D.T. | 20 % du montant HT, soit 714.00 € |
| Préfecture du Tarn DETR 2023 | 40 % du montant HT, soit 1 428.00 € |
| Fonds propres de la commune | 2 142.71 € |

- **S'ENGAGE** à inscrire ladite dépense au budget primitif 2023,

- **AUTORISE** monsieur le maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de cette opération,

- **DIT** que dans le cas où le montant des subventions serait inférieur au montant sollicité, la différence sera à la charge de la mairie.

Fait et délibéré, les, jour, mois, an, susdits et ont signé les membres présents.
 Pour copie conforme.

Le Maire,
 Marc VENZAL



La secrétaire de séance,
 Sophie FRÈRE

Certifié exécutoire,
 Reçu en Préfecture le 02/12/22
 Notifié le 06/12/22

République française

DEPARTEMENT DU TARN
COMMUNE DE CUNAC

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du jeudi 01 décembre 2022

Date de la convocation: 25/11/2022

**Membres en
exercice : 19**

**Présents :
16**

**Votants:
19**

L'an deux mille vingt-deux et le premier décembre à 20h00, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la Mairie, dans la Salle du Conseil municipal, sous la présidence de Marc VENZAL, Maire.

Présents : Marc VENZAL, Marie-Edith NESPOULOUS, Claude PAGES, Isabelle REDON, Laurent SEGOND, Josiane GINESTET, Jean-Charles ROGGERO, Jean-Luc GILLET, Valérie TEULET, Pascal COMBAL, Jérôme GUIBERT, Céline CARCENAC, Amélie BLACQUIERES, Dominique BARBUTO, Sophie FRERE, Delphine DESHAIES-GALINIE

Représentés: Jérôme ASSIE, Eléonore CARRIERE, Martyn LAFON

Excusés:

Absents:

Secrétaire de séance : Sophie FRERE

Secrétaire de mairie : Sylvie PALAFFRE

Objet: Végétalisation et plantation d'arbres. Programme un arbre, un collégien - DEL_2022_038

Les travaux de réhabilitation de la place de l'église et du terrain de pétanque sont achevés depuis cet été. Il convient désormais de créer des zones d'ombre.

Dans le cadre de son engagement en faveur de la biodiversité, la communauté d'agglomération de l'Albigeois collabore avec l'association Arbres et Paysages Tarnais. Cette association accompagne les communes dans le conseil et le suivi technique de ses plantations.

Par ailleurs, le Département a développé un programme d'aide en faveur de l'arbre sur les espaces publics communaux appelé « Un arbre, un collégien ».

Sont éligibles : les dépenses de l'étude préalable, l'acquisition des arbres et les travaux liés à la plantation (arbres, préparation du terrain, terreau, paillage, protection).

Sont non éligibles : les dépenses des frais d'adhésion à l'association Arbres et Paysages Tarnais, à la plantation des jeunes plants champêtres.

L'aide est fixée à 80 % du montant HT pour un montant maximum de 150 € par arbre et 500 € pour l'étude.

L'aménagement proposé par l'association Arbres et Paysages Tarnais est présenté aux élus. Il prévoit 15 arbres de hautes tiges : 6 arbres sur la place de l'église (4 chênes verts, 1 tilleul, 1 micocoulier) et 9 (4 pins parasols, 3 érables, 2 tilleuls) sur le terrain de pétanque. A rajouter, 40 jeunes plants, le paillage, les collerettes, et les frais d'adhésion à l'association.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **ACCEPTTE** l'adhésion annuelle auprès de l'association Arbres et Paysages Tarnais relatives
- **RETIENT** les devis de l'association Arbres et Paysages Tarnais relatives

| | | |
|-------------------------------|-------------|----------------|
| - à l'ingénierie | 600 € HT | 720.00 € TTC |
| - à la fourniture des arbres | 915.28 € HT | 1 006.81 € TTC |
| - aux dépenses hors programme | 130.70 € HT | 143.64 € TTC |
- **DIT** que les frais éligibles à l'aide départementale liés à la plantation s'élèvent à 1 763.06 € TTC,

| | | |
|--------------------------------------|-------------|--------------|
| - Espace Emeraude, terreau | 344.64 € HT | 379.10 € TTC |
| - DELMAS PROMAT, location mini pelle | 473.00 € HT | 567.60 € TTC |
| - Espace Emeraude, piquets, paillis | 692.02 € HT | 816.36 € TTC |
- **AUTORISE** monsieur le maire à signer les devis précités
- **CHARGE** monsieur le maire à déposer auprès du Département, une demande d'aide au titre du règlement d'aide 'Programme « Un arbre, un collégien », actions en faveur de l'arbre sur les espaces publics communaux,
- **ETABLIT** le plan de financement comme suit :

Dépenses non éligibles :

- adhésion à l'association 40.00 € TTC
- jeunes plants : 130,70 € HT 143.64 € TTC

Dépenses éligibles :

- Ingénierie 600,00 € HT 720.00 € TTC
- Plantations :
- fourniture de 15 arbres (Arbres et Paysages Tarnais) 915,28 € HT 1006.81 € TTC
- terreau (Espace Emeraude) 344.64 € HT 379.10 € TTC
- location d'une mini pelle (DELMAS PROMAT) 473,00 € HT 567.60 € TTC
- piquets, paillis, colliers (Espace Emeraude) 692.02 € HT 816.36 € TTC
- Sous Total 2 424,94 € HT 2 769.87 € TTC**

Coût total du projet : 3 155.64 € HT
Coût total du projet : 3 673.51 € TTC

Aides du Département

- | | |
|----------------------------------|---|
| Ingénierie | 400 € (80% du plafond) |
| Plantations (arbres/accessoires) | 1 800 € (15 fois 80% de 150 € le plafond) |
| TOTAL RECETTES | 2 200 € |

Auto financement 1 473.51 €

Fait et délibéré, les jour, mois, an, susdits et ont signé les membres présents.
Pour copie conforme.

Le maire,
Marc VENZAL



La secrétaire de séance,
Sophie FRÈRE

[Handwritten signature in blue ink]
Luz
CUC

[Handwritten signature in black ink]

*Certificat exécutoire
Reçu en Préfecture le 02/12/22
Publié au Notice le 05/12/22*



République française

DEPARTEMENT DU TARN
COMMUNE DE CUNAC

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du jeudi 01 décembre 2022

Date de la convocation: 25/11/2022

**Membres en
exercice : 19**

**Présents :
16**

**Votants:
15**

L'an deux mille vingt-deux et le premier décembre à 20h00, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la Mairie, dans la Salle du Conseil municipal, sous la présidence de Marc VENZAL, Maire.

Présents : Marc VENZAL, Marie-Edith NESPOULOUS, Claude PAGES, Isabelle REDON, Laurent SEGOND, Josiane GINESTET, Jean-Charles ROGGERO, Jean-Luc GILLET, Valérie TEULET, Pascal COMBAL, Jérôme GUIBERT, Céline CARCENAC, Amélie BLACQUIERES, Dominique BARBUTO, Sophie FRERE, Delphine DESHAIES-GALINIE

Représentés: Jérôme ASSIE, Eléonore CARRIERE, Martyn LAFON

Excusés:

Absents:

Secrétaire de séance : Sophie FRERE

Secrétaire de mairie : Sylvie PALAFFRE

Objet: Construction d'un City stade - DEL_2022_039

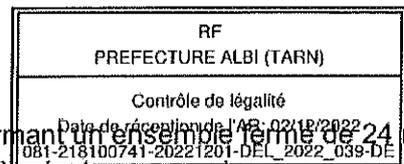
Le dispositif présenté se destine à l'ensemble de la jeunesse Cunacoise. Il nous paraît le mieux adapté pour favoriser la cohésion sociale, le développement des activités sportives nécessaires à l'épanouissement et au développement des enfants de notre commune.

Grâce à cet équipement de proximité en accès libre, il ne sera plus impératif d'être licencié (e) dans un club pour qu'adolescents (es) ou jeunes enfants pratiquent une activité sportive tout au long de l'année.

Ce terrain multisports permettra à des groupes mixtes de jouer ensemble au foot, basket, hand et tennis. L'ensemble de la structure sera accessible aux personnes présentant un handicap en respectant les conditions d'accès aux personnes à mobilité réduite.

L'implantation de cet équipement se situe dans le cœur du village, mais néanmoins, éloignée des habitations. Vu la configuration du lieu (ancien stade de foot), sa proximité avec les écoles et le centre de loisirs, les élèves pourront en profiter pleinement. Il favorisera pour les filles et les garçons, la découverte et l'apprentissage de sports divers avec l'intervention soit des éducateurs des clubs sportifs, les animateurs de l'ALSH et des enseignants.

L'équipement projeté est une structure métal acier galvanisé à chaud et peint. L'assise d'une dimension de 18 mètres sur 36 mètres sera constituée en béton poreux.



La structure est composée de deux frontons et palissades formant un ensemble fermé de 24 m X 12 m, deux buts combinés hand/volley/basket, quatre accès dont une pour les personnes à mobilité réduite, quatre assis debout.

Les terres du décapage et du terrassement de la plateforme ne seront pas évacuées. Elles seront stockées à proximité et par la suite, elles seront modelées en parcours de cross vélo pour enfants de 9 à 13 ans.

Trois devis sont présentés au Conseil municipal.

Les offres portent sur le terrassement, le drainage, la dalle en béton poreux, les peintures de la dalle et de la piste d'athlétisme, la fourniture, le scellement, le montage et la pose de la structure et d'un panneau de basket extérieur, une poubelle, les tests de sécurité et la gestion des déchets :

- HUSSON INTERNATIONAL de LAPOUTROIE (68) 82 237.50 € HT 98 685 € TTC
- GROUPE S.A.EQUIPEMENT d'AMBARES (33) 73 060.00 € HT 87 672 € TTC
- OVALEQUIP de MONTRICOUX (82) 73 482.00 € HT 88 179 € TTC

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré par 13 Voix Pour, 2 Voix Contre et 4 Abstentions :

- **APPROUVE** le projet tel que présenté,
- **RETIENT** le devis du GROUPE S.A.EQUIPEMENT d'AMBARES (33) pour un montant de 73 060.00 € HT, soit 87 672 € TTC,
- **CHARGE** monsieur le maire de solliciter deux subventions :
 - o Auprès du Département du Tarn, au titre du Fonds de Développement Territorial (FDT), axe 1, mesure 1,
 - o Auprès de l'Agence Nationale du Sport (A.N.S.), dans le cadre d'aide aux financements Opération France 2024,
- **APPROUVE** le plan de financement comme suit :
Montant des travaux : 73 060.00 € HT 87 672 € TTC

Agence Nationale du Sport 70 % du montant hors taxe, soit 51 142 €

Conseil Départemental F.D.T.10 % du montant hors taxe, soit 7 360 €

Fonds propres de la commune : 29 170 €
- **S'ENGAGE** à inscrire ladite dépense au budget primitif 2023,
- **AUTORISE** monsieur le maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de cette opération,
- **DIT** que dans le cas où le montant des subventions serait inférieur au montant sollicité, la différence sera à la charge de la mairie.

Fait et délibéré, les, jour, mois, an, susdits et ont signé les membres présents.
Pour copie conforme.

Le maire,
Marc VENZAL

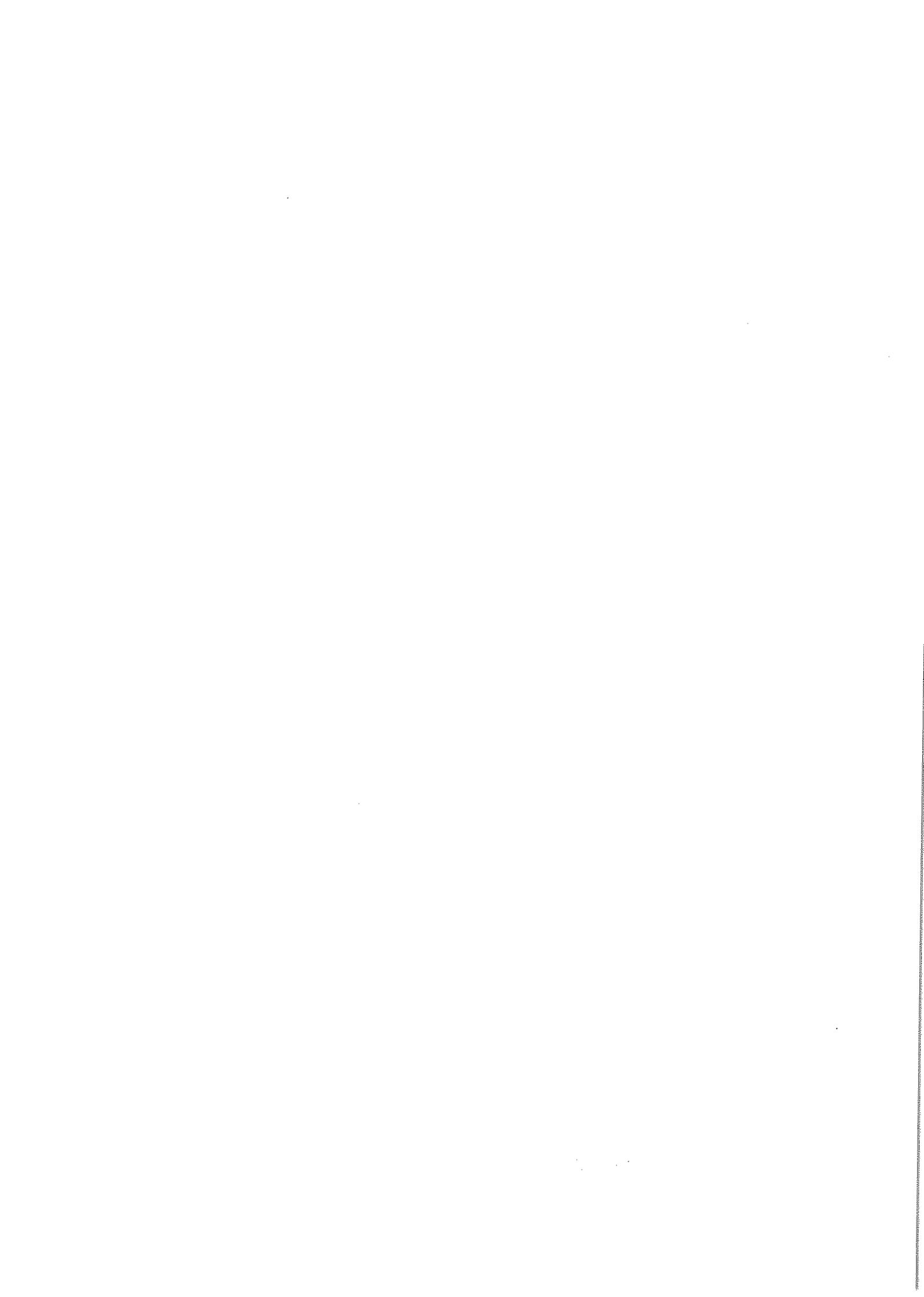
Marc Venzal
cur



Certifié exécutoire
Reçu en Préfecture
Le 02/12/22
Publié ou notifié
le 06/12/22

La secrétaire de séance,

[Signature]



| |
|---|
| RF PREFECTURE ALBI (TARN) |
| Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 02/12/2022 081-218100741-20221201-DEL_2022_040-DE |

République française

DEPARTEMENT DU TARN
COMMUNE DE CUNAC

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du jeudi 01 décembre 2022

Date de la convocation: 25/11/2022

**Membres en
exercice : 19**

**Présents :
16**

**Votants:
15**

L'an deux mille vingt-deux et le premier décembre à 20h00, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la Mairie, dans la Salle du Conseil municipal, sous la présidence de Marc VENZAL, Maire.

Présents : Marc VENZAL, Marie-Edith NESPOULOUS, Claude PAGES, Isabelle REDON, Laurent SEGOND, Josiane GINESTET, Jean-Charles ROGGERO, Jean-Luc GILLET, Valérie TEULET, Pascal COMBAL, Jérôme GUIBERT, Céline CARCENAC, Amélie BLACQUIERES, Dominique BARBUTO, Sophie FRERE, Delphine DESHAIES-GALINIE

Représentés: Jérôme ASSIE, Eléonore CARRIERE, Martyn LAFON

Excusés:

Absents:

Secrétaire de séance : Sophie FRERE

Secrétaire de mairie : Sylvie PALAFFRE

**Objet: Construction d'une aire de jeux pour jeunes enfants -
DEL_2022_040**

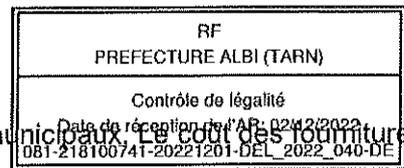
Le dispositif présenté se destine aux jeunes enfants de moins de 12 ans. Il nous paraît le mieux adapté pour développer par le jeu, le bien-être et le lien social chez l'enfant. C'est un véritable outil de découvertes, d'expériences, de prise de risques, de négociations.

L'implantation de cette aire de jeux se situe dans le cœur du village, sur l'ancien stade de foot, lieu de la réalisation du city stade. En proximité avec les écoles et le centre de loisirs, les enfants pourront en profiter pleinement.

Leurs parents pourront stationner leur véhicule juste à côté.
Une voie va être aménagée pour faciliter l'accès aux poussettes, vélos ou trottinettes.

Afin de rendre attractif, confortable et agréable ce moment passé en famille, il sera installé divers équipements : 4 bancs, une table de pique-nique, 2 poubelles.

Les terres du décapage et du terrassement de l'aire de jeux ne seront pas évacuées. Elles seront stockées à proximité et par la suite, cumulées à celles du city stade, elles seront modelées en parcours de cross vélo pour enfants de 9 à 13 ans.



Concernant le sol, il sera réalisé en régie par les employés municipaux. Le coût des fournitures est évalué à 3 500 € TTC.

Les propositions portent sur la fourniture et l'installation d'une balançoire (deux assises enfant +une assise inclusive/ bébé), d'un jeu ressort inclusif, d'un jeu ressort trois places, d'un tape-fesse, d'une structure pour jeunes enfants 2/5 ans et d'une structure plus haute pour enfants de 6/11 ans, les tests de sécurité et deux panneaux rappelant la réglementation.

Trois devis d'aire de jeux sont présentés au Conseil municipal.

- HUSSON INTERNATIONNAL - LAPOUTROIE (68) : 34 247 € HT 41 097 € TTC
- GROUPE S.A.EQUIPEMENT - AMBARES (33) : 34 920.83 € HT 41 905 € TTC
- OVALEQUIP - MONTRICOUX (82) : 30 216 € HT 36 259.20 € TTC

Deux devis pour le mobilier urbain, 2 bancs, 1 corbeille, 1 table de pique-nique, sont présentés :

Manutan Collectivités : 1 860.58 € HT 2 232.69 € TTC
Adequat l'Achat public : 1 997.84 € HT 2 397.41 € TTC

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré par 14 Voix Pour, 1 Voix Contre et 4 Abstentions :

- **APPROUVE** les projets (aire + mobilier urbain) tels que présentés,
- **RETIENT** le devis d'OVALEQUIP d'un montant de 30 216 € HT 36 259.20 € TTC
- **RETIENT** l'offre de Manutan Collectivités : 1 860.58 € HT 2 232.69 € TTC
- **CHARGE** monsieur le maire de solliciter deux subventions :
 - o Auprès du Département du Tarn, au titre du Fonds de Développement Territorial (FDT), axe 1, mesure 1,
 - o Auprès de la Préfecture du Tarn au titre de la DETR 2024
- **APPROUVE** le plan de financement comme suit :

| | | |
|------------------------------|----------------|-----------------|
| Montant des travaux : | 30 216 € HT | 36 259.20 € TTC |
| Montant du mobilier urbain : | 1 860.58 € HT | 2 232.69 € TTC |
| Total général : | 32 076.58 € HT | 38 491.89 € TTC |

Aides

Préfecture Tarn, DETR 2024 30 % du montant hors taxe soit 9 623 €
Conseil Départemental F.D.T. 30 % du montant hors taxe soit 9 623 €

Fonds propres de la commune :19 245.89 €

- **S'ENGAGE** à inscrire ladite dépense au budget primitif 2023,

| |
|---|
| RF PREFECTURE ALBI (TARN) |
| Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 02/12/2022 081-218100741-20221201-DEL_2022_040-DE |

- **AUTORISE** monsieur le maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de cette opération,

- **DIT** que dans le cas où le montant des subventions serait inférieur au montant sollicité, la différence sera à la charge de la mairie.

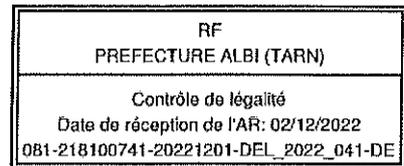
Fait et délibéré, les, jour, mois, an, susdits et ont signé les membres présents.
Pour copie conforme.

Le Maire,
Marc VENZAL

La secrétaire de séance,
Sophie FRÈRE



Certifie exécutoire
Reçu en Préfecture
Le 02/12/22
Publié ou notifié
le 06/12/22



République française

DEPARTEMENT DU TARN
COMMUNE DE CUNAC

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du jeudi 01 décembre 2022

Date de la convocation: 25/11/2022

**Membres en
exercice : 19**

**Présents :
16**

**Votants:
19**

L'an deux mille vingt-deux et le premier décembre à 20h00, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la Mairie, dans la Salle du Conseil municipal, sous la présidence de Marc VENZAL, Maire.

Présents : Marc VENZAL, Marie-Edith NESPOULOUS, Claude PAGES, Isabelle REDON, Laurent SEGOND, Josiane GINESTET, Jean-Charles ROGGERO, Jean-Luc GILLET, Valérie TEULET, Pascal COMBAL, Jérôme GUIBERT, Céline CARCENAC, Amélie BLACQUIERES, Dominique BARBUTO, Sophie FRERE, Delphine DESHAIES-GALINIE

Représentés: Jérôme ASSIE, Eléonore CARRIERE, Martyn LAFON

Excusés:

Absents:

Secrétaire de séance : Sophie FRERE

Secrétaire de mairie : Sylvie PALAFFRE

Objet: Demande renouvellement d'agrément pour l'Accueil Service Civique - DEL_2022_041

Monsieur le Maire porte à la connaissance du Conseil Municipal :

L'ancienne municipalité avait délibéré le 27 juin 2016 pour détenir l'agrément nécessaire à l'accueil d'un jeune en service civique.

Le service civique s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 25 ans sans condition de diplôme qui souhaitent s'engager pour une période de 6 à 12 mois, notamment auprès d'une collectivité territoriale pour accomplir une mission d'intérêt général dans un des domaines ciblés par le dispositif. Il s'inscrit dans le code du service national et non pas dans le code du travail.

Un agrément est délivré à la structure accueillante pour 3 ans au vu de la nature des missions proposées et de la capacité de la structure à assurer l'accompagnement et à prendre en charge des volontaires.

Le service civique donne lieu au versement d'une indemnité directement par l'Etat au volontaire, ainsi qu'à la prise en charge des coûts afférents à la protection sociale de ce dernier.

Un tuteur doit être désigné au sein de la structure d'accueil. Il est chargé de préparer et d'accompagner le volontaire dans la réalisation de ses missions.

Aujourd'hui, Monsieur le Maire propose aux Conseillers municipaux de demander le renouvellement de l'agrément pour l'accueil d'un service civique.

LE CONSEIL MUNICIPAL :

APRÈS EN AVOIR DELIBÉRÉ à l'unanimité des membres présents et représentés :

APPROUVE la demande de renouvellement d'agrément pour accueillir des jeunes en service civique,

AUTORISE Monsieur le Maire à effectuer les démarches nécessaires pour la demande de renouvellement d'agrément et l'accueil de volontaires en service civique.

Fait et délibéré les jour, mois, an susdits et ont signé les membres présents.
Pour copie conforme.

Le Maire,
Marc VENZAL



La secrétaire de séance,
Sophie FRÈRE

Certifié exécutoire,

Reçu en Préfecture le 02/12/22

Publié ou notifié le 06/12/22

| |
|---|
| RF PREFECTURE ALBI (TARN) |
| Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 02/12/2022 081-218100741-20221201-DEL_2022_042-DE |

République française

DEPARTEMENT DU TARN
COMMUNE DE CUNAC

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du jeudi 01 décembre 2022

Date de la convocation: 25/11/2022

**Membres en
exercice : 19**

**Présents :
16**

**Votants:
19**

L'an deux mille vingt-deux et le premier décembre à 20h00, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la Mairie, dans la Salle du Conseil municipal, sous la présidence de Marc VENZAL, Maire.

Présents : Marc VENZAL, Marie-Edith NESPOULOUS, Claude PAGES, Isabelle REDON, Laurent SEGOND, Josiane GINESTET, Jean-Charles ROGGERO, Jean-Luc GILLET, Valérie TEULET, Pascal COMBAL, Jérôme GUIBERT, Céline CARCENAC, Amélie BLACQUIERES, Dominique BARBUTO, Sophie FRERE, Delphine DESHAIES-GALINIE

Représentés: Jérôme ASSIE, Eléonore CARRIERE, Martyn LAFON

Excusés:

Absents:

Secrétaire de séance : Sophie FRERE

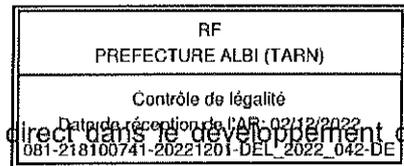
Secrétaire de mairie : Sylvie PALAFFRE

Objet: Approbation et signature de la Convention Territoriale Globale 2022-2025 avec la Caisse d'Allocations Familiales du Tarn - DEL_2022_042

La Convention Territoriale Globale (CTG) est un nouveau dispositif de la caisse d'allocations familiales (CAF) qui vise à renforcer l'adaptation des réponses aux besoins des habitants dans les domaines de la petite enfance, de l'enfance, de la jeunesse, du soutien à la parentalité, de l'accès aux droits et de l'inclusion numérique, de l'animation de la vie sociale et du logement.

La CTG fait suite au dispositif Contrat Enfance Jeunesse (CEJ), et intègre des thématiques supplémentaires. La signature de la CTG permettra la poursuite des financements CAF versés aux gestionnaires des équipements qui abondaient au CEJ, et de bénéficier de son soutien financier pour de nouveaux projets. Cette convention implique une démarche de projet, un diagnostic partagé, la définition d'objectifs, le suivi des actions et leur évaluation.

Le périmètre privilégié par la CAF pour la CTG est intercommunal. Cela ne signifie pas un transfert de compétences. La CTG est un cadre global, et les réponses aux familles s'inscrivent dans le cadre des compétences communales, ou intercommunales. Sur le Grand-Albigeois, à l'exception du relais petite enfance, les compétences relatives aux services aux familles sont communales ; à ce titre ce sont les élus des communes et leurs équipes qui seront au premier plan dans la mise en œuvre des objectifs et des projets associés. Certains projets sont d'ailleurs déjà engagés. L'agglomération quant à elle, via la coordination CTG, sera en appui technique des communes et de leurs partenaires associatifs. A travers ses



propres compétences, elle pourra également être un acteur direct dans le développement de certains projets.

Les signataires de la CTG sont donc la Communauté d'agglomération du Grand-Albigeois, l'ensemble des communes de l'agglomération, ainsi que le SIVU Arthès-Lescure et le SIVU Marssac-Terssac.

Les principaux résultats du diagnostic ont été présentés aux maires de l'agglomération lors du bureau communautaire élargi du 4 octobre 2022. Les échanges ont permis de dégager les objectifs pour les 4 thématiques socles de la CTG : la petite enfance, l'enfance, la jeunesse, le soutien à la parentalité. Des propositions d'actions ont également été débattues.

La proposition de feuille de route de la CTG 2022-2025, issue de ces débats, a été définie. Elle comprend 5 axes de développement, des objectifs et les premières fiches-action sur les projets d'ores et déjà initiés. D'autres fiches seront rédigés en fonction du développement des projets répondant aux enjeux et aux axes de développement de la CTG.

Les axes de développements retenus sont les suivants :

- Petite enfance : Mieux répondre aux besoins de garde des familles.
- Enfance : Consolider l'action éducative en direction de tous les enfants.
- Jeunesse : Renforcer l'action en direction des jeunes.
- Parentalité : Soutenir les parents, notamment les plus fragiles.
- Axe transversal :
 - favoriser la réflexion sur les outils et projets d'animation de la vie sociale,
 - favoriser l'accueil des enfants en situation de handicap dans les structures d'accueil et de loisirs,
 - mettre en place une fonction d'observation des besoins et des attentes des familles, des enfants et des jeunes,
 - soutenir l'apprentissage de la citoyenneté des enfants et des jeunes,

La Communauté d'agglomération de l'Albigeois s'est engagée en faveur de la signature d'une CTG à l'échelle de l'ensemble du territoire communautaire lors du Conseil communautaire du 15 décembre 2020.

La convention 2022-2025 doit être signée avec la CAF du Tarn au plus tard le 31 décembre 2022. En conséquence, le Conseil de la Communauté d'agglomération de l'albigeois, les Conseils municipaux et les SIVU sont amenés à délibérer sur la CTG avant la fin de l'année 2022.

En considération de ce qui précède, il vous est proposé :

- de prendre acte du diagnostic partagé, de la définition des objectifs, des axes et des premières fiches actions de la CTG.

- de valider la convention avec la CAF dédiée à la Convention Territoriale Globale 2022-2025 et d'autoriser Monsieur le Maire à la signer et à accomplir toutes les démarches relatives à ce dossier.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la délibération du Conseil de la communauté d'agglomération de l'Albigeois du 15 décembre 2020,

| |
|---|
| RF PREFECTURE ALBI (TARN) |
| Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 02/12/2022 081-218100741-20221201-DEL_2022_042-DE |

Vu le projet de convention territorial globale,

ENTENDU le présent exposé,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ à l'unanimité des membres présents et représentés :

Prend acte

du diagnostic partagé, de la définition des objectifs, des axes et des premières fiches actions de la Convention Territoriale Globale 2022-2025.

APPROUVE

la convention avec la CAF dédiée à la Convention Territoriale Globale 2022-2025

AUTORISE

le maire à signer le projet de convention et à accomplir toutes les démarches relatives à ce dossier.

Fait et délibéré les jour, mois, an, susdits et ont signé les membres présents.
Pour copie conforme.

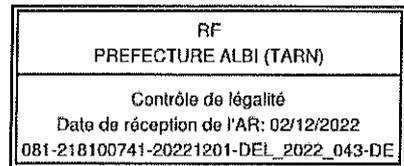
Le Maire,
Marc VENZAL



La secrétaire de séance,
Sophie FRÈRE

Certifié exécutoire,
Reçu en Préfecture le 02/12/22
Publié ou notifié le 06/12/22





République française

DEPARTEMENT DU TARN
COMMUNE DE CUNAC

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du jeudi 01 décembre 2022

Date de la convocation: 25/11/2022

**Membres en
exercice : 19**

**Présents :
16**

**Votants:
19**

L'an deux mille vingt-deux et le premier décembre à 20h00, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la Mairie, dans la Salle du Conseil municipal, sous la présidence de Marc VENZAL, Maire.

Présents : Marc VENZAL, Marie-Edith NESPOULOUS, Claude PAGES, Isabelle REDON, Laurent SEGOND, Josiane GINESTET, Jean-Charles ROGGERO, Jean-Luc GILLET, Valérie TEULET, Pascal COMBAL, Jérôme GUIBERT, Céline CARCENAC, Amélie BLACQUIERES, Dominique BARBUTO, Sophie FRERE, Delphine DESHAIES-GALINIE

Représentés: Jérôme ASSIE, Eléonore CARRIERE, Martyn LAFON

Excusés:

Absents:

Secrétaire de séance : Sophie FRERE

Secrétaire de mairie : Sylvie PALAFFRE

**Objet: Mise à jour du tableau annuel des effectifs de la collectivité -
DEL_2022_043**

Monsieur le Maire rappelle aux Conseillers municipaux :

- d'une part, la délibération n° DEL_2022_015 du 23 juin 2022 portant sur la création d'un poste d'Adjoint Administratif Territorial Principal de 1ère Classe à temps complet (35 heures hebdomadaires) à compter du 1er octobre 2022,
- d'autre part, la délibération n° DEL_2022_016 du 23 juin 2022 portant sur la création d'un poste d'Adjoint Technique Territorial Principal de 1ère Classe à temps complet (35 heures hebdomadaires) à compter du 1er octobre 2022..

Il invite le Conseil municipal à procéder à la mise à jour du tableau des effectifs de la Collectivité à compter du 1er octobre 2022 pour l'ensemble des filières.

| FILIERE ADMINISTRATIF | Effectif Temps Complet | Effectif TNC | Totaux |
|--|------------------------|--------------|----------|
| Catégorie A Secrétaire de Mairie | 1 | 0 | 1 |
| Catégorie C Adjoint administratif Territorial principal de 1ère classe (Echelle C3) | 1 | 0 | 1 |
| Totaux | 2 | 0 | 2 |

| FILIERE TECHNIQUE : Catégorie C | Effectif Temps Complet | Effectif TNC | Totaux |
|---|------------------------|--------------|----------|
| Adjoint Technique Territorial Principal de 1ère classe (Echelle C3) | 2 | 1 | 3 |
| Adjoint Technique Territorial (Echelle C1) | 1 | 2 | 3 |
| Totaux | 3 | 3 | 6 |

| FILIERE SOCIALE : Catégorie C | Effectif Temps Complet | Effectif TNC | Totaux |
|--|------------------------|--------------|----------|
| ATSEM Principal 1ère classe (Echelle C3) | 0 | 1 | 1 |
| Totaux | 0 | 1 | 1 |

| FILIERE ANIMATION : Catégorie C | Effectif Temps Complet | Effectif TNC | Totaux |
|--|------------------------|--------------|----------|
| Adjoint d'Animation Territorial (Echelle C1) | 2 | 0 | 2 |
| Totaux | 2 | 0 | 2 |

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés, approuve la mise à jour du tableau des effectifs de la Collectivité Territoriale à compter du 1er octobre 2022.

Fait et délibéré les jour, mois, an susdits et ont signé les membres présents.
Pour copie conforme.

Le Maire,
Marc VENZAL



La secrétaire de séance,
Sophie FRÈRE

Certifié exécutoire,
Reçu en Préfecture le 02/12/22
Publié ou notifié le 06/12/22

| |
|---|
| RF PREFECTURE ALBI (TARN) |
| Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 02/12/2022 081-218100741-20221201-DEL_2022_044-DE |

République française

DEPARTEMENT DU TARN
COMMUNE DE CUNAC

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du jeudi 01 décembre 2022

Date de la convocation: 25/11/2022

**Membres en
exercice : 19**

**Présents :
16**

**Votants:
19**

L'an deux mille vingt-deux et le premier décembre à 20h00, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la Mairie, dans la Salle du Conseil municipal, sous la présidence de Marc VENZAL, Maire.

Présents : Marc VENZAL, Marie-Edith NESPOULOUS, Claude PAGES, Isabelle REDON, Laurent SEGOND, Josiane GINESTET, Jean-Charles ROGGERO, Jean-Luc GILLET, Valérie TEULET, Pascal COMBAL, Jérôme GUIBERT, Céline CARCENAC, Amélie BLACQUIERES, Dominique BARBUTO, Sophie FRERE, Delphine DESHAIES-GALINIE

Représentés: Jérôme ASSIE, Eléonore CARRIERE, Martyn LAFON

Excusés:

Absents:

Secrétaire de séance : Sophie FRERE

Secrétaire de mairie : Sylvie PALAFFRE

**Objet: Opération "Ecole et Cinéma" - Convention contribution
financière municipale annuelle - DEL_2022_044**

Monsieur le Maire rappelle aux Conseillers municipaux :

- D'une part, la délibération n° DEL_2021_034 du 24 novembre 2021 portant sur l'opération "Ecole et Cinéma", et
- D'autre part, le souhait des enseignants de renouveler leur inscription à l'opération "Ecole et Cinéma" qui est une action culturelle et pédagogique mise en place en 1994 par les Ministères de l'Education nationale et de la Culture, avec le concours du Centre National du Cinéma et de l'image animée.

Ce dispositif est proposé aux classes de l'école primaire, de la Grande Section de maternelle au CM2. Les classes assistent obligatoirement aux trois projections, réparties trimestriellement au cours de l'année scolaire, dans la salle de cinéma la plus proche de leur école. Les enseignants associés exploitent dans leur classe les films projetés avec les documents pédagogiques remis à cet effet, à disposition. Ils assistent aux séances de pré-visionnement proposées pour chacun des films. En fin d'année scolaire, les enseignants sont invités à participer à la réunion -bilan et à compléter une fiche d'évaluation individuelle de l'action "Ecole et Cinéma".

"Ecole et Cinéma" se déroule dans le Département du Tarn, sous la responsabilité conjointe de la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale du Tarn, de la Direction

Régionale de l'Action Culturelle Occitanie et du Conseil Départemental du Tarn qui, par convention triennale, ont chargé la structure culturelle Média-Tarn de sa coordination départementale. Cette opération s'exerce avec le concours financier des Communes et des Communautés de communes et vise à faire découvrir aux jeunes élèves les films du patrimoine cinématographique mondial afin de les sensibiliser progressivement au plaisir du 7ème Art.

Pour mettre en place cette opération "Ecole et Cinéma", il y a lieu de signer une convention entre la Commune de Cunac et l'association Média-Tarn située au 1 rue de l'Ecole Normale à Albi, fixant la contribution financière municipale annuelle à 1,50 € par élève inscrit et par an et les modalités de mise en oeuvre.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés, autorise Monsieur le Maire à signer la convention bi-partite (Commune de Cunac et association Média-Tarn) relative à la contribution financière municipale annuelle pour l'opération "Ecole et Cinéma" pour l'année scolaire 2022 / 2023.

Fait et délibéré les jour, mois, an, susdits et ont signé les membres présents.
Pour copie conforme.

Le Maire,
Marc VENZAL



La secrétaire de séance,
Sophie FRÈRE

Certifié exécutoire,
Reçu en Préfecture le 02/12/22
Publié ou notifié le 06/12/22